

Commune de NOLAY

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



REVISION prescrite par la délibération du Conseil Municipal du 21
octobre 2008

PROJET DE PLU approuvé par DCM du 10 février 2015

6.1 Servitudes d'Utilité Publique

- 6.1.1. Tableau des Servitudes d'Utilité Publique
- 6.1.3. DUP de Nolay

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

En application des dispositions des articles L.126-1 et R.123-14 du Code de l'Urbanisme, le dossier de P.L.U. doit comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, servitudes dont la liste a été dressée par le décret en Conseil d'Etat n°77-861 du 26 juillet 1977 (article R.126-1 du Code de l'Urbanisme).

C'est seulement à cette condition qu'elles peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

En ce qui concerne la commune de NOLAY, les servitudes d'utilité publique sont les suivantes :

AC1	Servitudes de protection des monuments historiques
AC2	Servitudes relatives à la protection des sites et des monuments naturels
AS1	Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables.
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques
PT3	Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques.
T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

Ce tableau des servitudes d'utilité publique constitue essentiellement un document de référence qui permet, lorsqu'une plus grande précision est nécessaire, de consulter le service compétent et d'examiner l'acte institutif de la servitude.

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984

Loi du 2 mai 1930 (*article 28*) modifiée par l'article 72 de la loi n°83-8 du 7 janvier 1983

Loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n°85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n°80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n°82-211 du 24 février 1982, n°82-220 du 25 février 1982, n°82-723 du 13 août 1982, n°82-764 du 6 septembre 1982, n°82-1044 du 7 décembre 1982 et n°89-422 du 27 juin 1989

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n°70-836 du 10 septembre 1970 (*article 11*), n°84-1006 du 15 novembre 1984 Décret n°70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n°82-68 du 20 janvier 1982 (*article 4*)

Décret n°70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le Cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966

II - MONUMENTS CONCERNES

Monuments classés

le 19/01/1911 : Dolmen de Champin

le 13/07/1907 : Halles aux grains

Monuments inscrits

le 27/05/1991 : Chapelle Saint Pierre et croix

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a) Monuments classés

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles de faire exécuter par les soins de

l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (*article 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913*).

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 %. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (*loi du 30 décembre 1966 - article 2 - décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 - titre II*).

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles, pour les départements et les communes, de poursuivre l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou en voie de l'être en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Tous les effets du classement s'appliquent de plein droit du jour où l'administration notifie au propriétaire de l'immeuble son intention de l'exproprier (*loi du 31 décembre 1913 - articles 6 et 7*).

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat (ce dernier pouvant se substituer à une collectivité publique ou locale ou à un établissement public), si les travaux de réparation et d'entretien indispensables n'ont pas été effectués par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (*article 2 de la loi du 31 décembre 1966 - article 9-I de la loi du 31 décembre 1913 - décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III*).

Possibilité pour le Ministre chargé des Affaires Culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (*article 7 de la loi du 31 décembre 1913*).

Possibilité de rétrocéder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés (*loi du 31 décembre 1913, article 9-2*).

b) Monuments inscrits

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles d'ordonner qu'il soit sursis pendant cinq ans à des travaux devant entraîner un morcellement ou un dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre les matériaux ainsi détachés (mesure de sauvegarde avant classement).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Monuments classés

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du Ministre chargé des Monuments Historiques avant d'entreprendre tout travail de réparation, restauration ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du Service des Monuments Historiques.

Obligation pour le propriétaire dès mise en demeure par le Ministre des Affaires Culturelles, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 %.

Obligation d'obtenir du Ministre chargé des Monuments Historiques une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser, en cas d'aliénation, l'acquéreur de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au Ministre des Affaires Culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du Ministre des Affaires Culturelles un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

b) Monuments inscrits

Obligation, pour les propriétaires concernés, d'avertir le Directeur Régional des Affaires Culturelles, quatre mois avant d'entreprendre des travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit.

Le Ministre ne peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté d'action.

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir.

c) Abords des monuments classés ou inscrits

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc...), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (*article R.421-38-4 du Code de l'Urbanisme*).

L'évocation éventuelle du dossier par le Ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L.422-2 du Code de l'Urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R.421-38-4 du Code de l'Urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (*article R.422-8 du Code de l'Urbanisme*).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R.442-2 du Code de l'Urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France (*article R.442-13 du Code de l'Urbanisme*) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R.442-2 du Code de l'Urbanisme, mentionnées à l'article R.442-1 dudit code.

Le permis de démolir visé à l'article L.430-1 du Code de l'Urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du Ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (*article R.430-12 du Code de l'Urbanisme*).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que, par ailleurs, cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le Préfet (*article L.28 du Code de la Santé Publique*).

après avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (*article R.430-27 du Code de l'Urbanisme*).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que, par ailleurs, cet immeuble est déclaré par le Maire "immeuble menaçant ruine", sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (*article R.430-26 du Code de l'Urbanisme*).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L.511-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Maire en informe l'Architecte des Bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits.

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (*article 4 de la loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes*) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (*article 7 de la loi du 29 décembre 1979*). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de ladite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (*article 18 de la loi du 29 décembre 1979*). L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (*article 17 de ladite loi*).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le Maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument, l'existence d'une zone interdite aux campeurs (*décret n°68-134 du 9 février 1968*).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3° de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le Préfet ou le Maire après avis de l'Architecte des Bâtiments de France (*article R.443-9 du Code de l'Urbanisme*).

Obligation pour le Maire de faire connaître par affiche à la porte de la Mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire d'un monument classé

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bains, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes par contre il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à sa conservation sont

exécutés d'office, solliciter, dans un délai de six mois à dater du jour de la notification de la demande de faire exécuter des travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (*article 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; articles 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970*) .

La collectivité publique (Etat, Département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (ratisse 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (*article 9-2 de la loi de 1913, article 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n°70-837 du 10 septembre 1970*) .

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine
39, rue Vannerie
21000 Dijon

Tél. : 03.80.65.82.65

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code de l'environnement

II - SITES CONCERNES

Sites inscrits le 28/01/1972 : Ensemble urbain délimité comme suit depuis la rencontre des routes d'Autun et de Couches les Mines:

la rue de la République jusqu'à la place Gaudelot, la place Gaudelot (comprise dans le site), la rue du Docteur Lavirotte jusqu'au sentier du Lavoir, le sentier du lavoir, la rue de Chauvelot jusqu'à la rue de la Charité, une ligne traversant la rue de la Charité depuis la rue Chauvelot jusqu'à la petite rue Saint Pierre, la petite rue Saint Pierre, la rue Franche, la rue Saint Pierre jusqu'à la rivière dite « la Cuzanne », la rivière dite « la Cuzanne » jusqu'à la rue des Huilliers, la rue des Huilliers, la rue de la République jusqu'à la place Carnot, la place Carnot (comprise dans le site), la rue Sadi Carnot, la route de Change jusqu'à la rue Traversière, la rue Traversière, la rue des Maumenets jusqu'à la rue des Meix, la rue des Meix jusqu'à la route de Couches les Mines, la rue de Couches les Mines jusqu'à la rue de la République.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le Maire quatre mois à l'avance, l'arrêt des travaux peut être ordonné sur réquisition du Ministère Public, soit d'office par le Juge d'instruction, par le Tribunal Correctionnel ou tous officiers ou agents de police judiciaire ainsi que par tous les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques assermentés commissionnés à cet effet par le Maire ou le Ministre chargé de l'urbanisme.

Le Maire peut également ordonner l'interruption des travaux par arrêté motivé, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée.

Le Maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire ; il assure alors le respect de son arrêté en procédant notamment à la saisie des matériaux et du matériel de chantier (*article 21-2 nouveau, loi du 28 décembre 1967*).

b) Sites classés

Si une menace pressante pèse sur un site, le Ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la

notification est valablement faite au Maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupation des lieux. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, dès notification au Préfet et au propriétaire. Elle vaut pendant une année et emporte tous les effets du classement (elle confère à l'administration la faculté de faire obstacle à la modification ou du décret prononçant le classement de l'état ou de l'aspect des lieux, dès avant l'intervention de l'arrêté.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Obligation pour le propriétaire d'aviser le Préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux de construction. A l'expiration de ce délai, le silence de l'administration équivaut à une acceptation, mais en tout état de cause le propriétaire doit se conformer aux dispositions du permis de construire concernant la hauteur, le volume, les matériaux utilisés, l'aspect de l'immeuble.

L'administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

b) Sites classés ou sites en instance de classement

Obligation pour le propriétaire d'obtenir une autorisation du Ministre chargé des sites ou par le Préfet selon les cas* avant l'exécution de tous travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique...

* Préfet (article R.421-1 du Code de l'Urbanisme, à l'exception du 2ème alinéa - article R.422-1-2 et R.422-2).

* Ministre, chargé des sites dans tous les autres cas et lorsque le Ministre a décidé d'évoquer le dossier.

La Commission Départementale des Sites et éventuellement la Commission Supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au Ministre compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'administration a notifié son intention de classement, de demander une autorisation spéciale avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde). Article 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation (dans les formes prévues à la section 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985) dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (article 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation des enseignes est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968) ou de créer des terrains aménagés en vue

du stationnement des caravanes (*article R.443-9 du Code de l'Urbanisme*). Obligation pour le Maire de faire connaître par affichage et panneaux ces réglementations.

b) Classement du site et instance de classement

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (*article 4 de la loi du 29 décembre 1979*). Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (*article 18 de la loi du 29 décembre 1979*).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (*article 17 de la loi du 29 décembre 1979*).

Interdiction à quiconque d'acquérir un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du Ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle accordée après avis de la Commission Départementale et Supérieure des sites (*décret n°59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968*), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (*article R.443-9 du Code de l'Urbanisme*).

Obligation pour le Maire de faire connaître ces réglementations par affiches et panneaux.

c) Zone de protection d'un site

Obligation pour le propriétaire des parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminé par le décret d'institution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions... La commission supérieure des sites est, le cas échéant, consultée par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi du 29 décembre 1979, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (*article 7 de la loi de 1979*).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus, en ce qui concerne la publicité (*article 18 de la loi de 1979*).

Interdiction en règle générale d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices.

b) Sites classés

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante et d'entretien normal, tant pour les sites classés que pour les sites inscrits à dater de la notification de l'intention de leur classement.

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine
39, rue Vannerie
21000 Dijon

Tél. : 03.80.65.82.65

DREAL Bourgogne
19bis - 21, boulevard Voltaire – BP 27805
21078 DIJON Cedex

Tél : 03.80.83.22.22

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Protection des eaux potables (article L.20 du code de la Santé Publique modifié par l'article 7 de la loi 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié par décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989)

Circulaire du 10 décembre 1968 (Affaires sociales) J.O. du 22 décembre 1968

II - POINTS DE PRELEVEMENTS D'EAU

Source Fontaine Drouet Arrêté Préfectoral du 31/07/2013

Source des Prés Arrêté Préfectoral du 31/07/2013

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau potable, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (*article L.20 du Code de la Santé Publique*). Clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation, pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un point de prélèvement d'eau potable, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou de réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux conditions prescrites par l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de publication dudit acte (*article L.20 du Code de la Santé Publique*).

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

a) Eaux souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités, autres que celles prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités et faits suivants :

- forage de puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouvertures et remblaiement d'excavations à ciel ouvert,
- dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,

- installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines,
- épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques, et de tous produits ou de substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ainsi que le pacage d'animaux,
- et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau (article 42 du décret du 1^{er} août 1961 modifié).

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible, par l'acte déclaratif d'utilité publique, des activités installations et dépôts mentionnés ci-dessus et notamment l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits radioactifs, de produits chimiques et eaux usées de toute nature.

b) Eaux superficielles (*cours d'eau, lacs et étangs, barrages réservoirs et retenues pour l'alimentation des collectivités*)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a) en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée (*article 41 du décret du 1^{er} août 1961 modifié*)

Barrages - retenues créés pour l'alimentation en eau par prises directes des collectivités. Suggestions proposées par le Conseil Supérieur d'Hygiène quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (*circulaire du 10 décembre 1968*) :

- acquisition en toute propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 m, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage,
- création d'une zone de servitudes d'au moins 50 m au-delà de la bande riveraine,
- outre les mesures de protection normalement mentionnées en a), tant sur les terrains riverains que dans la zone de servitudes (périmètres de protection immédiat et rapproché).

Interdiction :

- d'établir une voie nouvelle de circulation des véhicules automoteurs en dehors de celles nécessaires pour le rétablissement des communications existantes,
- d'installer des stations-service ou distributeurs de carburants,
- de pratiquer le camping ou le caravanning.

Réglementation du pacage des animaux :

Préservation du plan d'eau lui-même contre les contaminations de toutes origines (opération de lavage ou de nettoyage aux abords, concours de pêche, navigation à voile et à rame, etc...).

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Agence Régionale de Santé
2, place des savoirs
21 000 Dijon

Tél. : 03.80.41.98.98

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Loi du 15 juin 1906, article 12 modifié par les lois du 19 juillet 1922, 13 juillet 1925 et 4 juillet 1935, les décrets du 27 septembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et n°67-885 du 6 octobre 1967

Loi n°46-628 du 8 avril 1946 (*article 35*) sur la nationalisation de l'électricité et du gaz

Ordonnance n°58-997 du 23 octobre 1958 (*article 60*) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946

Décret n°67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes

Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n°70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes

Circulaire n°70-13 du 24 juin 1970 (*mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970*) complétée par la circulaire n°L-R-J /A - 033879 du 13 novembre 1985 (*nouvelles dispositions découlant de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n°85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application*)

II - CANALISATIONS CONCERNEES

- 1) Lignes de 1^{ère} catégorie
Réseau de desserte (non reporté sur les plans)
- 2) Lignes de 2^{ème} catégorie
Réseau d'alimentation eRDF
- 3) Lignes de 3^{ème} catégorie RTE
Ligne 400kV Grosne - Vielmoulin
Ligne à double terre 400kV Saint-Vulbas - Vielmoulin
225kV Commune - Vielmoulin

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les

toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

B - Limitations au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès des agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales, sauf en cas d'urgence pour assurer la continuité du service, après en avoir prévenu les intéressés dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

2° Droits résiduels des propriétaires

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois, un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Réseau de Transport d'Electricité
Centre Développement et Ingénieur
8 rue de Versigny – TSA 30007
54608 VILLERS lès NANCY Cedex

Tél. : 03.83.92.22.88

eRDF
Unité Réseau Electricité Bourgogne
65 rue de Longvic – BP 40429
21004 DIJON Cedex

Tél. : 03.80.63.41.00

Toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage des ouvrages précités doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du code de l'environnement.

Services exploitants à contacter :

- . pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire ;
- . pour tous travaux situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des ouvrages précités, conformément au décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 (y compris pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis).

Réseau de Transport d'Electricité
Groupe Maintenance Réseaux (GMR) Bourgogne
Pont Jeanne Rose
71210 ECUISSES

Tél. : 03.85.77.55.55

eRDF
Unité Réseau Electricité Bourgogne
65 rue de Longvic – BP 40429
21004 DIJON Cedex

Tél. : 03.80.63.41.00

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Loi n°96-659 du 26 juillet 1996 et décret n°97-68 3 du 30 mai 1997

II – OUVRAGES CONCERNES

FO 21 363 G BEAUNE – THURY

tronçon 3 CHAGNY- NOLAY

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments si l'on peut y accéder de l'extérieur, dans les parties communes des propriétés bâties à usage collectif.

Droit pour l'Etat d'établir des conduites ou supports sur le sol et le sous-sol des propriétés non bâties et non fermées de murs ou clôtures.

Droit pour l'Etat de faire passer des fils au-dessus des propriétés privées même au-dessus des immeubles qui ne servent pas d'assise à un support.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Obligation pour le propriétaire de ménager le libre passage aux agents mandatés par France Télécom.

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture sous condition d'en prévenir le Directeur de l'Unité Pilotage Réseau Nord-Est un mois avant le début des travaux (*article L.49 du Code des Postes et Télécommunications*).

Droit pour le propriétaire, à défaut d'accord amiable avec l'administration, de demander le recours à l'expropriation, si l'exécution des travaux entraîne une dépossession définitive.

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

France Télécom
UPR/NE - Réglementation
26, avenue de Stalingrad
21000 DIJON
Tél : 03.80.72.80.57

T7

Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code de l'Aviation Civile : articles R.244-1 et D.244-2 à D.244-4

Arrêté et circulaires interministériels du 25 juillet 1990 relatifs aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

Arrêtés du 31 décembre 1984, du 7 juin 2007 et du 26 juillet 2012 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques à l'exclusion des servitudes radioélectriques

Code de l'Urbanisme : articles R.425-9 et R.431-36

II - DEFINITION DE LA SERVITUDE

A - En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 et pour lesquelles des règles de survol particulières ont été mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

Obligation pour les installations existantes, constituant un danger pour la navigation aérienne, de procéder sur injonction de l'administration à leur modification ou à leur suppression.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et ceci en dehors des

zones de dégagement.

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations sous condition, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire, de solliciter une autorisation du Directeur Départemental des Territoires du département intéressé, et en tout état de cause de se conformer aux dispositions particulières imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne.

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Direction générale de l'Aviation civile
Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est
Aéroport international de Strasbourg-Entzheim
67836 TANNERIES Cedex

Tél. : 03.88.59.64.64

Armée de l'Air
Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes
Zone aérienne de défense Nord
Section environnement aéronautique
BP 29 – 37130 CINQ MARS LA PILE

Tél. : 02.47.96.19.92

ARRÊTÉ : ARSB/DSP/PGRAS/USE
N° 2013-050

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Collectivité maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de BEAUNE, Côte et Sud
Captages : Source Fontaine Drouet (05524X0037)
Source des Prés (05524X0047)
Source de Coyot (05524X0049)
Source de Cul de Pré (05524X0039)

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2013-050

- ☞ portant déclaration d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'instauration des périmètres de protection autour des captages exploités par la communauté d'agglomération de BEAUNE, Côte et Sud,
- ☞ portant autorisation d'utiliser les eaux des captages pour produire et distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine,
- ☞ portant autorisation de traitement de l'eau avant sa mise en distribution
- ☞ portant modification de l'arrêté ARSB/DSP/PGRAS/USE n° 2013-041 du 17 juin 2013.

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1321-1 et suivants et R 1321-1 et suivants ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L214-1 et suivants, L215-13, R214-1 et suivants ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'expropriation ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1, R 126-1 et R 126-2 ;
- VU le code rural ;
- VU le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine;
- VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au Code des Bonnes Pratiques Agricoles ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du même code ;

VU l'arrêté ministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L 253-1 du code rural ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R 1321-2, R 1321-3, R 1321-7 et R 1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R 1321-6, 1321-7, 1321-14, 1321-42 et 1321-60 du code de la santé publique ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2012 modifié prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU l'arrêté ARSB/DSP/PGRAS/USE n° 2013-041 en date du 17 juin 2013 portant autorisation de prélever l'eau des sources de Drouet et des Prés situées sur le territoire de la commune de NOLAY et de la distribuer, à titre dérogatoire, avec la présence d'anthraquinone (HPA) et une teneur en métolachlore supérieure à la limite de qualité française dans le hameau de SAIGEY (commune de NOLAY) ;

VU le récépissé de déclaration du 27 octobre 2011 et l'accord pour la régularisation des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine au profit de la communauté d'agglomération de Beaune, Côte et Sud délivré par le service police de l'eau le 8 décembre 2011 ;

VU la délibération de la communauté d'agglomération de BEAUNE, Côte et Sud en date du 1^{er} décembre 2011 demandant :

- ◆ de déclarer d'utilité publique la délimitation et la création des périmètres de protection des captages,
- ◆ de l'autoriser à délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
- ◆ et par laquelle la commune s'engage à indemniser :
 - ☞ les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
 - ☞ les propriétaires, locataires ou autres ayants droits des dommages qui pourraient leur avoir été causés par la création des servitudes.

VU le rapport de M. THIERRY, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 4 septembre 1996 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 8 novembre 2012 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 3 juillet 2013 ;

VU l'avis du demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la communauté d'agglomération de BEAUNE, Côte et Sud énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur les communes de NOLAY et VAUCHIGNON ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions sur les terrains situés dans les périmètres de protection sont nécessaires pour assurer la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

CHAPITRE I AUTORISATION SANITAIRE DE DISTRIBUER DE L'EAU

ARTICLE 1 - AUTORISATION

La communauté d'agglomération de BEAUNE, Côte et Sud, désignée ci-après par le bénéficiaire, est autorisée à utiliser les eaux souterraines recueillies dans les captages repris dans le tableau ci-après pour son alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

	Source Fontaine Drouet	Source des Prés	Source de Coyot	Source de Cul de Pré
Commune d'implantation	NOLAY	NOLAY	VAUCHIGNON	VAUCHIGNON
Parcelle	Section 174ZB n°25	Section 174ZB n°74	Section A n° 317	Section C n° 391

L'article 1 de l'arrêté ARSB/DSP/PGRAS/USE n° 2013-041 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 – TRAITEMENT

Avant distribution, les eaux sont désinfectées, en tant que de besoin, à l'aide d'un produit et d'un procédé de traitement agréés par le ministre chargé de la santé.

Le bénéficiaire en tant qu'exploitant s'assure de la présence permanente d'un résiduel de désinfectant en tout point du réseau. A cet effet, il dispose de matériel de terrain permettant la mesure de résiduel de chlore. L'ensemble de ces mesures est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'Etat.

En cas de mise en place de tout nouveau traitement, le bénéficiaire en informe le préfet et dépose un dossier en vue d'obtenir l'autorisation préfectorale.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation sera à reconsidérer.

ARTICLE 3 - QUALITÉ DES EAUX

Les eaux distribuées répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ Surveiller la qualité de l'eau en distribution et au point de pompage ;

- ◆ Se soumettre au contrôle sanitaire. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à sa charge selon les modalités fixés par la réglementation en vigueur ;
- ◆ D'informer le public des résultats des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- ◆ Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ Employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

En cas de difficulté particulière ou de dépassement des exigences de qualité, le bénéficiaire en tant qu'exploitant prévient le préfet dès qu'il en a connaissance et fait une enquête pour en déterminer l'origine. Des analyses complémentaires peuvent alors être prescrites à ses frais.

Si la situation persiste, la suspension de l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine peut être envisagée, ou sa révision en imposant des traitements complémentaires.

CHAPITRE II – DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

ARTICLE 4 - DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages d'eau destinée à la consommation humaine du bénéficiaire :

- ◆ Source Fontaine Drouet
- ◆ Source des Prés
- ◆ Source de Coyot
- ◆ Source de Cul de Pré

La création de tout nouveau captage d'eau destinée à la consommation humaine fait l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 5 – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION, SERVITUDES ET MESURES DE PROTECTION

Il est rappelé qu'au titre de la réglementation générale, certaines activités pouvant porter atteinte à la qualité de l'eau sont soumises à autorisation ou à déclaration administrative, notamment :

- ◆ l'établissement de dépôts de déchets de tout type, y compris industriels et radioactifs,
- ◆ l'ouverture de carrière, le forage de puits ou de sondage,
- ◆ le défrichement,
- ◆ le stockage de produits polluants, les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
- ◆ les épandages d'effluents liquides,
- ◆ l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine ;

- ◆ la pratique du camping ou du caravanning, la création de cimetière,
- ◆ la création d'étang,
- ◆ le rejet collectif d'eaux usées, l'établissement des systèmes d'assainissement individuels.

Les études fournies à l'appui des dossiers devront prendre en compte la vulnérabilité des sites de captage. L'autorisation ne pourra être délivrée que si la protection de la ressource est garantie.

Cette réglementation générale s'applique au sein des périmètres rapprochés et éloignés dès lors que le présent arrêté ne prévoit pas de mesures plus restrictives (interdiction ou dispositions spécifiques).

5-I - PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE :

Ils sont constitués comme suit :

	Source Fontaine Drouet	Source des Prés	Source de Coyot	Source de Cul de Pré
Communes	NOLAY	NOLAY	VAUCHIGNON	VAUCHIGNON
Parcelles	Section 174ZB n°25, 77 et 78	Section 174ZB n°74 et 84	Section A n°207, 208, 316 et 317 pour parties	Section C n°382, 385, 390 et 391 pour parties

Et selon les plans parcellaires en annexe 2a, 2b, 2c, 4 b et 4 c du présent arrêté.

Le bénéficiaire est propriétaire de ces parcelles qui demeurent sa propriété.

Pour les parcelles propriétés d'un tiers, le bénéficiaire est autorisé à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans les terrains dans le périmètre de protection immédiate.

Pour les parcelles propriétés d'une collectivité publique, le bénéficiaire établit une convention de gestion avec la commune propriétaire.

Afin d'empêcher efficacement l'accès des périmètres de protection immédiate à des tiers, ces périmètres sont matérialisés par une clôture qui doit être capable d'empêcher toute pénétration animale ou humaine autre que celle nécessaire à l'entretien de l'ouvrage et de ses abords. En un point de cette clôture doit exister une porte d'accès fermant à clef.

Un accès aux périmètres de protection immédiate des captages « Source de Coyot » et « Source de Cul de Pré » est créé soit par voie d'expropriation, soit par la création d'une servitude de passage.

Tous les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols y sont interdits, en dehors de ceux qui sont explicitement autorisés dans le présent article.

Le périmètre et les installations sont soigneusement entretenus et contrôlés périodiquement.

Aucun ouvrage de captage supplémentaire ne peut être réalisé, sauf autorisation préfectorale préalable.

La végétation présente sur le site est entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, est extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

5-II - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE :

Il est constitué des parcelles mentionnées aux annexes 1a, 1b, 1c (tableaux parcellaires) et figuré aux annexes 2a, 2b, 2c (plans parcellaires) du présent arrêté, situées sur le territoire des communes de CORMOT-LE-GRAND, NOLAY et VAUCHIGNON :

A l'intérieur de ce périmètre, outre les réglementations générales, au titre de la réglementation spécifique liée à la protection de la ressource en eau, sont interdits et réglementés toutes activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine et en particulier :

A – INTERDICTIONS :

- ◆ La création de nouveaux points de prélèvement d'eau (puits, forage), de sondage ou piézomètre, à l'exception de ceux nécessaires au bénéficiaire ou de ceux visant la surveillance de la nappe soumis à la réglementation ci-après ;
- ◆ La création d'affouillement ou d'excavation à ciel ouvert, à l'exception des tranchées nécessaires à l'entretien des réseaux soumis à la réglementation ci-après ;
- ◆ La création et l'exploitation de carrière au sens de la rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2510) ;
- ◆ Le remblaiement des excavations par des produits autres que des matériaux naturels, chimiquement neutres et inertes ;
- ◆ L'établissement, même temporaire, de dépôts, de stockage ou de réservoir de toute substance susceptible de polluer le sol ou les eaux souterraines, notamment :
 - ☞ les déchets de toute nature et de toute origine ;
 - ☞ les eaux usées non traitées d'origine domestique ou agricole, les matières de vidange, les boues de station d'épuration ayant subi un traitement ou non, les déjections animales ayant subi un traitement ou non ;
 - ☞ les effluents industriels ;
 - ☞ les produits chimiques ou radioactifs.
- ◆ L'établissement de canalisation contenant toute substance susceptible de polluer le sol ou les eaux souterraines ;
- ◆ L'établissement de toute nouvelle construction, superficielle ou souterraine, autre que celles nécessaires à l'exploitation des ouvrages de production d'eau, de traitement, de stockage et de distribution, ainsi qu'aux équipements communs nécessaires au service des eaux ;
- ◆ L'installation d'activités relevant de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- ◆ La création de camping, même sauvage, d'aire d'accueil de gens du voyage et le stationnement de caravanes, même provisoire ;
- ◆ Le stockage de fumiers, engrais organiques ou chimiques et de toute substance destinée à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ainsi que le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail ;
- ◆ L'épandage ou le rejet de toute substance susceptible de polluer le sol ou les eaux souterraines, notamment les eaux usées collectives de toute nature et de toute origine, les matières de vidange, les boues de stations d'épuration et les effluents industriels ;

- ◆ L'installation de dispositif de traitement des eaux usées (assainissement individuel ou collectif), à l'exception des installations permettant une amélioration de la situation existante et de la protection des captages soumis à la réglementation ci-après ;
- ◆ Le défrichement et le retournement des prairies permanentes en vue d'une modification de l'occupation du sol ;
- ◆ L'entretien des talus, des fossés, et des accotements des routes et chemins avec des produits phytosanitaires ;
- ◆ L'usage de produits phytosanitaires pour l'entretien du sol des espaces boisés ;
- ◆ La création de voie et chemin autres que ceux nécessaires à l'exploitation des ouvrages de production d'eau, de traitement, de stockage et de distribution, ainsi qu'aux équipements communs nécessaires au service des eaux, à l'exception des projets améliorant la situation existante et la protection des captages soumis à la réglementation ci-après ;
- ◆ La création de cimetières ;
- ◆ L'enfouissement de cadavres d'animaux et de tout autre déchet ;
- ◆ Toute activité ou tout fait susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement à la qualité des eaux.

Dans les périmètres de protection rapprochée des captages « Source de Cul de Pré », « Source Fontaine de Drouet » et « Source des Prés », est interdit l'épandage de produits phytosanitaires sur les cultures, à l'exception des traitements nécessaires à la lutte contre les espèces végétales invasives soumis à la réglementation ci-après.

B – RÉGLEMENTATIONS :

- ◆ Sont soumises à l'avis de l'autorité sanitaire sur base d'une étude d'impact hydrogéologique :
 - ☞ La création de nouveaux points de prélèvement d'eau (puits, forage), de sondage ou piézomètre nécessaires au bénéficiaire ou ceux visant la surveillance de la nappe ;
 - ☞ La création de voie et chemin nécessaires à l'exploitation des ouvrages de production d'eau, de traitement, de stockage et de distribution, ainsi qu'aux équipements communs nécessaires au service des eaux ;
 - ☞ L'installation de dispositif de traitement des eaux usées (assainissement individuel ou collectif), permettant une amélioration de la situation existante et de la protection des captages ;
- ◆ La création d'affouillement ou d'excavation à ciel ouvert nécessaires à l'entretien des réseaux se fait hors période pluvieuse, sur une durée la plus courte possible. Le remblaiement se fait avec des matériaux naturels, chimiquement neutres et inertes. Le pétitionnaire informe le bénéficiaire et le maire de la commune concerné des travaux avant leur réalisation.
- ◆ La dose des fertilisants épandus sur chaque filot cultural localisé est limitée en se fondant sur l'équilibre entre les besoins prévisibles en azote des cultures et les apports et sources d'azote de toute nature ;
- ◆ La fertilisation raisonnée des prairies est autorisée pour la production de fourrage ;
- ◆ Lors du réaménagement des voiries existantes, le service gestionnaire prévoit l'amélioration de la gestion des eaux de chaussées pour la protection des captages ;
- ◆ L'installation d'abreuvoir ou d'abris à destination du bétail ou d'animaux sauvages ne doit pas générer de zone piétinement.

5-III - PÉRIMÈTRES DE PROTECTION ÉLOIGNÉE :

Ils sont définis aux annexes 3a, 3b et 3c du présent arrêté, situé sur les territoires des communes d'AUBIGNY-LA-RONCE, CORMOT-LE-GRAND, NOLAY et VAUCHIGNON.

Dans ces périmètres :

- ◆ aucune dérogation à la réglementation générale en vigueur n'est autorisée ;
- ◆ la mise en conformité des installations existantes, après recensement, se fait dans un délai de cinq ans ;
- ◆ Tout nouveau projet est soumis à l'avis de l'autorité sanitaire sur base d'une étude d'impact hydrogéologique, notamment le défrichement, le retournement des prairies permanentes en vue d'une mise en culture ;
- ◆ La dose des fertilisants épandus sur chaque îlot cultural localisé est limitée en se fondant sur l'équilibre entre les besoins prévisibles en azote des cultures et les apports et sources d'azote de toute nature ;
- ◆ Le bénéficiaire fait réaliser un diagnostic des pratiques d'épandage des produits phytosanitaires et établit un programme d'action visant à en limiter l'usage en partenariat avec les exploitants ;
- ◆ L'entretien des fossés des voies de communication est réalisé par des moyens mécaniques ;
- ◆ Les assainissements non collectifs sont recensés et contrôlés, mis en conformité le cas échéant. Un contrôle régulier de leur fonctionnement est mis en place ;
- ◆ Les propriétaires des parcelles informent leurs locataires de l'existence des périmètres de protection et des dispositions à respecter, ainsi que les entreprises amenées à y intervenir ;
- ◆ Le bénéficiaire est informé, sans délai, de tout incident constaté (déversement de cuves, épandage accidentel...), afin de mettre en œuvre des mesures de prévention adaptées.

5-IV°- PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES PERMETTANT L'AMÉLIORATION DU CAPTAGE

Sur l'ensemble des captages, un nettoyage des drains et des bâches de réception est réalisé pour supprimer le maximum de racines présentes.

Pour le captage « Source de Cul de Pré » :

- ◆ un fossé de détournement est créé pour évacuer les eaux de ruissellement autour du captage vers l'extérieur du périmètre de protection immédiate ;
- ◆ la fermeture de l'ouvrage se fait par un capot regard étanche avec cheminée d'aération, fermé à clé.

Pour le captage « Source des Prés » :

- ◆ la bache de réception des eaux est surélevée de minimum 50 cm par rapport au niveau naturel du terrain ;
- ◆ un fossé est créé entre la clôture du périmètre de protection immédiate et le chemin d'accès sur 30 m linéaires.

Pour le captage « Source de Coyot » :

- ◆ la fermeture de l'ouvrage se fait par un capot regard étanche avec cheminée d'aération, fermé à clé ;
- ◆ un fossé de détournement est créé pour évacuer les eaux de ruissellement autour du captage vers l'extérieur du périmètre de protection immédiate.

5-V°- DISPOSITIONS COMMUNES DANS LES PÉRIMÈTRES

Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, doit faire connaître son intention au préfet en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il fournit tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, en particulier l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique à ses frais.

5-VI - RECENSEMENT DE L'EXISTANT

Les installations, activités, dépôts visés à l'article 5, existants dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté, sont recensés par le bénéficiaire et la liste qui en est faite doit être transmise au préfet dans un délai maximal de six mois suivant la date du présent arrêté.

ARTICLE 6 - MISE EN CONFORMITÉ AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les périmètres de protection immédiate ;
- ◆ dans un délai de deux ans maximum à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les périmètres de protection rapprochée ;
- ◆ dans un délai de cinq ans maximum à compter de la publication du présent arrêté en ce qui concerne les périmètres de protection éloignée.

Le bénéficiaire étudie particulièrement la mise en conformité de ces points :

- ◆ Le contrôle, et la mise en conformité le cas échéant, du système d'assainissement de l'habitation située à 400 mètres en amont du captage « Source du Cul de Pré » ;
- ◆ La clôture et la surveillance du site de stockage de déchets inertes sur la commune de NOLAY ;
- ◆ Au niveau du point d'appui de la DIR de Côte d'Or, l'identification et la mise en œuvre des actions correctives afin d'empêcher la pénétration des eaux de ruissellement du sol de déneigement stocké et le déversement du réservoir de stockage de la saumure ;
- ◆ La gestion de la décharge sauvage située sur le chemin d'accès aux Granges d'Etagny sur la commune de CORMOT-LE-GRAND.

ARTICLE 7 – VÉRIFICATIONS CONSÉCUTIVES AUX FORTES PRÉCIPITATIONS

Dans un bref délai, après chaque période de fortes précipitations, une inspection des installations et des périmètres de protection immédiate est réalisée. Toutes dispositions jugées utiles à la restauration de la protection de la qualité de l'eau sont prises.

ARTICLE 8 - CARACTÉRISTIQUES DU POINT DE PRÉLÈVEMENT

Les points de prélèvement d'eaux souterraines déclarés d'utilité publique sont repérés par :

	Source Fontaine Drouet	Source des Prés	Source de Coyot	Source de Cul de Pré
Commune d'implantation	NOLAY	NOLAY	VAUCHIGNON	VAUCHIGNON
Parcelle	Section 174ZB n°25	Section 174ZB n°74	Section A n° 317	Section C n° 391
Lieu-dit	Le Drouet	Le Drouet	Prés Coillot	Le Cul de Pré
Indice National de Classement	05524X0037	05524X0047	05524X0049	05524X0039

Les prélèvements captent les eaux des calcaires fissurés du Bajocien et du Sinémurien.

ARTICLE 9 - LIMITATION DE LA QUANTITÉ D'EAU PRÉLEVÉE

Conformément au récépissé de déclaration du 27 octobre 2011 (rubrique n°1.1.2.0 2ème de l'article R214-1 du code de l'environnement), les prélèvements par le bénéficiaire ne pourront excéder :

	Sources Fontaine Drouet et des Prés	Sources Coyot et Cul de Pré
Volume annuel maximum (m ³ par an)	20 000	130 000
Volume journalier maximum (m ³ par jour)	60	430
Volume horaire maximum (m ³ par heure)	10	40

ARTICLE 10 - EXPLOITATION DES OUVRAGES ET MOYENS D'ÉVALUATION

Le bénéficiaire est tenu d'installer un compteur volumétrique à chaque point de prélèvement, permettant de vérifier en permanence les valeurs de débits. Il est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les incidents d'exploitation seront eux aussi consignés.

Les dispositifs de comptage sont régulièrement entretenus aux frais du bénéficiaire.

Toute modification des dispositifs de prélèvement est signalée au préfet.

En cas d'arrêt du prélèvement, le bénéficiaire s'assure que le captage ne peut être contaminé par des eaux superficielles.

ARTICLE 11 – DROIT DES TIERS

Conformément à l'engagement pris par le bénéficiaire par délibération du 1^{er} décembre 2011, les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou occupants, les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 12 - ABANDON DE L'OUVRAGE

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ☞ la délibération communale décidant de l'abandon du captage ;
- ☞ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité ;
- ☞ une coupe technique précisant les équipements en place.

Tous les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux d'abandon ne doivent pas empêcher le libre écoulement de la source dans le milieu naturel.

ARTICLE 13 – ACCESSIBILITÉ

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L.1324-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 14 - DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet ou au maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 15 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le bénéficiaire à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 16 - TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE LA DÉCLARATION

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée dans le présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 17 - INFORMATIONS DES TIERS

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or et est affiché en mairies d'AUBIGNY-LA-RONCE, de CORMOT-LE-GRAND, de NOLAY et de VAUCHIGNON pendant une durée minimale de deux mois. Un extrait de cet arrêté est inséré par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire en caractères apparents dans deux journaux locaux.

L'acte est adressé sans délai, par le bénéficiaire des servitudes aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée afin de les informer des servitudes qui grèvent leur terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En application de l'article L126-1 du code de l'urbanisme, les servitudes du présent arrêté sont annexées dans les plans locaux d'urbanisme des communes d'AUBIGNY-LA-RONCE, de CORMOT-LE-GRAND, de NOLAY et de VAUCHIGNON, concernées par les périmètres de protection du captage, et dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé de Bourgogne, dans un délai de six mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- ☞ la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée ;
- ☞ l'affichage en mairies d'AUBIGNY-LA-RONCE, de CORMOT-LE-GRAND, de NOLAY et de VAUCHIGNON, et la mention dans deux journaux,
- ☞ l'annexion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme ;
- ☞ l'inscription des servitudes aux hypothèques, le cas échéant.

ARTICLE 18 – SANCTIONS

Est puni des peines prévues au chapitre IV du titre II du livre III du code de la santé publique, le fait pour toute personne responsable d'une production ou d'une distribution d'eau au public, en vue de l'alimentation humaine sous quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse de réseaux publics ou de réseaux intérieurs, ainsi que toute personne privée responsable d'une distribution privée autorisée en application de l'article L.1321-7 du code de la santé publique, de ne pas se conformer au présent arrêté.

ARTICLE 19 - VOIES ET DÉLAI DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de la santé publique et celui en charge de l'écologie.

Enfin, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon, 22 r Assas 21000 DIJON dans les délais précisés ci-après.

Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, les prescriptions fixées aux chapitres I et II peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- ◆ En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- ◆ En ce qui concerne les servitudes publiques, par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 20 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de Côte d'Or, le sous-préfet de Beaune, le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne, le directeur départemental des territoires de Côte d'Or, le président de la communauté d'agglomération de Beaune, Côte et Sud, les maires d'AUBIGNY-LA-RONCE, de CORMOT-LE-GRAND, de NOLAY et de VAUCHIGNON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne.

Fait à Dijon, le **31 JUL. 2013**
Le préfet,

~~Pour le Préfet, par délégation,~~
~~La Secrétaire Générale~~

Marie-Hélène VALENTE

<u>Liste des annexes</u>	Source Fontaine de Drouet Source des Prés	Source de Coyot	Source de Cul de Pré
États Parcellaires	Annexe 1 a	Annexe 1 b	Annexe 1 c
Plans parcellaires	Annexe 2 a	Annexe 2 b	Annexe 2 c
Plans de situation	Annexe 3 a	Annexe 3 b	Annexe 3 c
Plan de bornage		Annexe 4 b	Annexe 4 c



Conseil
Général

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR

Direction Agriculture et Environnement

Service de la Politique de l'Eau

Annexe 3 a de l'arrêté
ARSB/DSP/PGRAS/USE
n° 2013-

Installation des périmètres de protection des captages en eau potable de la commune de NOLAY (21 340) : sources des Prés et de Fontaine Drouet

Légende: Position des puits de captage



Périmètre de protection rapprochée



Périmètre de protection éloignée



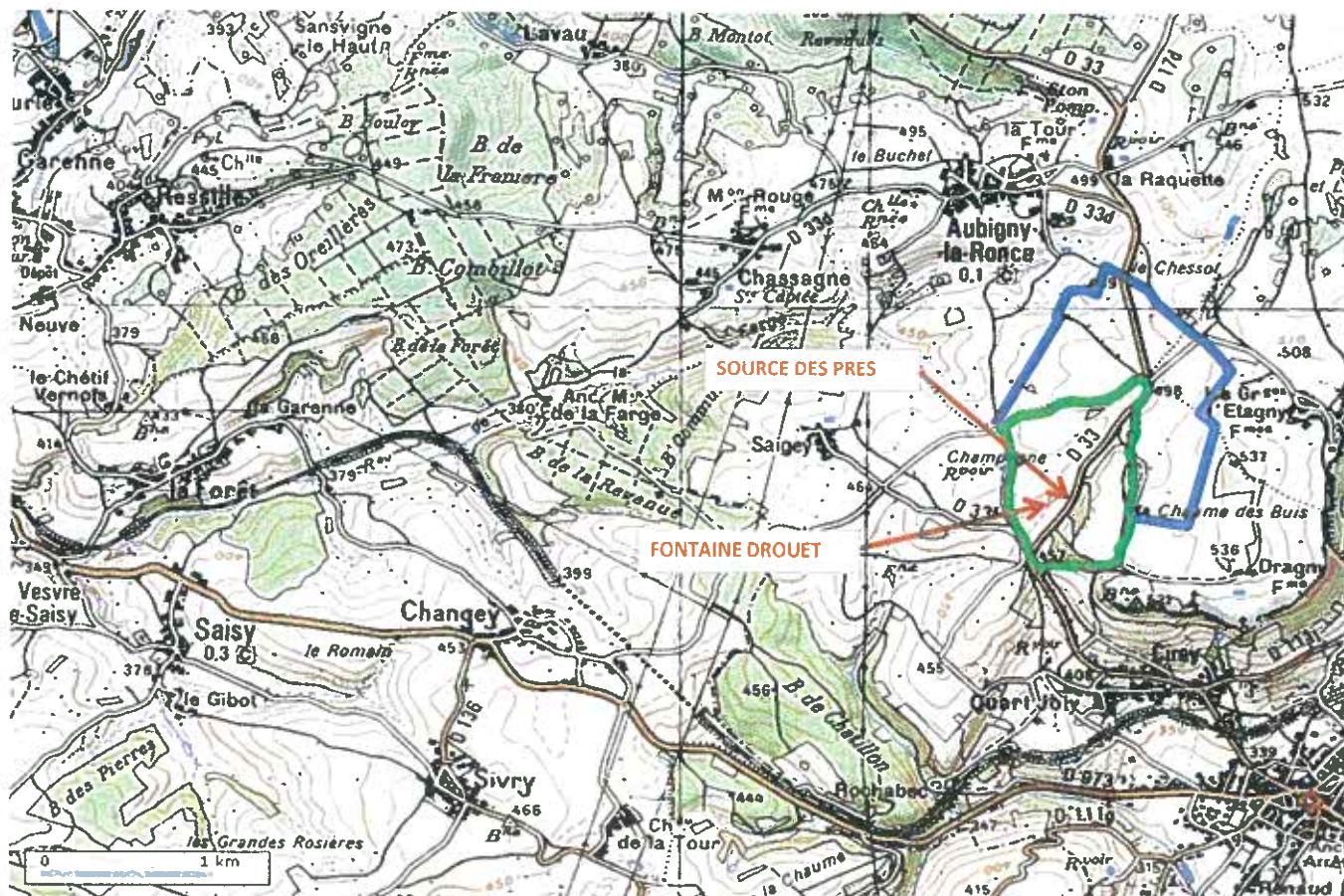
Etude réalisée par: Cabinet d'expertises Christophe SERREDSZUM
5, rue du 8 mai 1945
21 320 POUILLY-EN-AUXOIS
Novembre 2011



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le **31 JUL. 2013**
LE PRÉFET

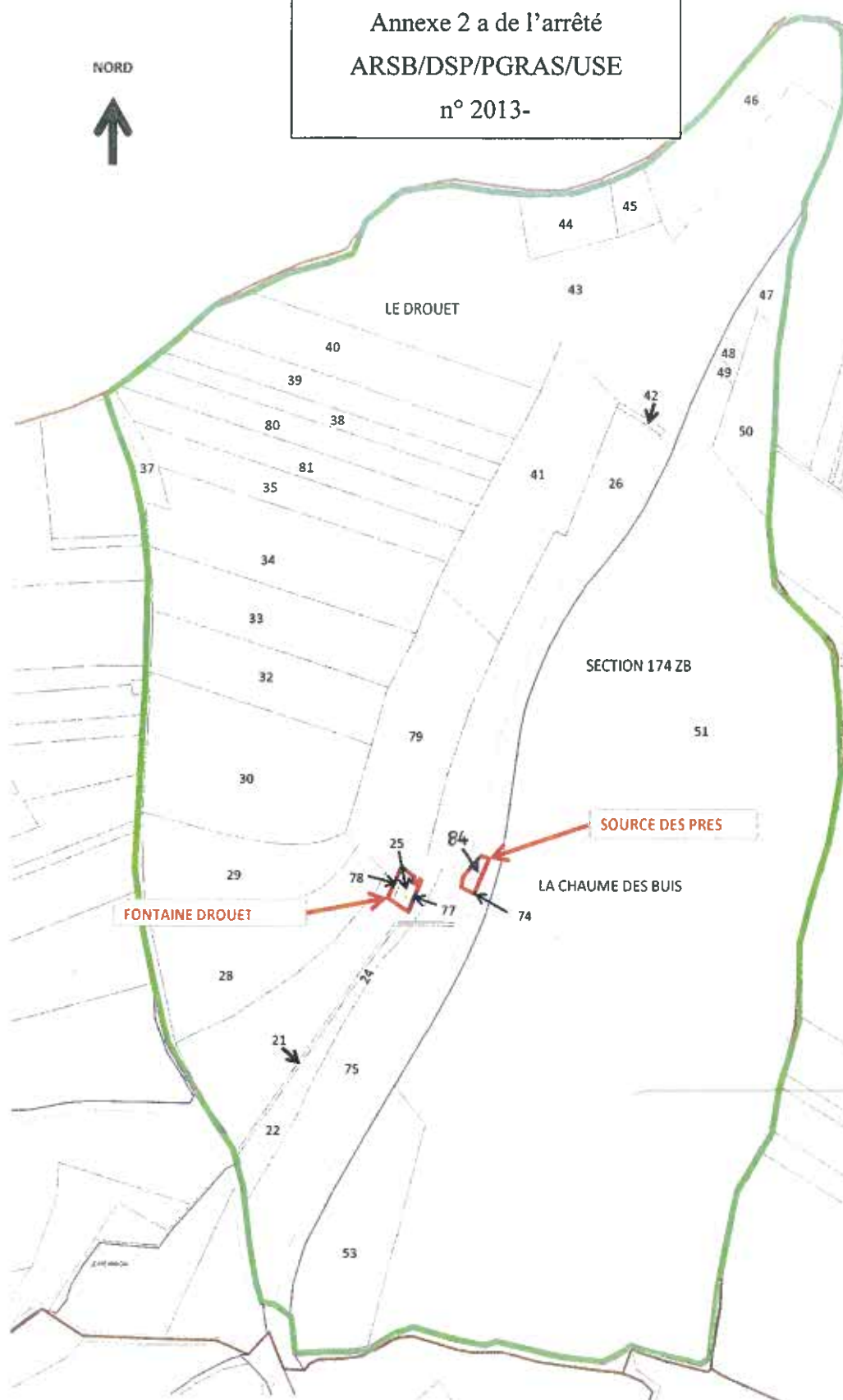
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Signé: Marie-Hélène VALENTE



Annexe 2 a de l'arrêté
ARSB/DSP/PGRAS/USE
n° 2013-

NORD



Installation des périmètres de protection des captages
En eau potable de la commune de NOLAY:
Sources des Prés et Fontaine Drouet

LEGENDE : — Périmètre de protection immédiate.
— Périmètre de protection rapprochée.

Echelle : 100 mètres =

Commune de NOLAY, section 174 ZB

Etude réalisée par :

Cabinet d'expertises Christophe SERREDSZUM
5, rue du 8 mai 1945 21 320 POUILLY-EN-AUXOIS / Novembre 2011.



Conseil
Général

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
à notre arrêté en date de ce jour

Dijon, le 31 JUIL. 2013
LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Signé : Marie-Hélène VALENTE

Installation des périmètres de protection des captages en eau potable de la commune de NOLAY (21 340): sources dites des Prés et de Fontaine Drouet:

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l'Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire

ETAT PARCELLAIRE.



Périmètre de protection immédiate

FONTAINE DROUET:

Parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
NOLAY	174ZB	25	LE DROUET	0,0460	0,0460		COMMUNE ASSOCIEE DE CIREY	212 101 745			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	77	LE DROUET	0,0081	0,0081		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	78	LE DROUET	0,0223	0,0223		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY

SOURCE DES PRES:

Parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
NOLAY	174ZB	74	LE DROUET	0.0206	0.0206		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	84	LE DROUET	0.0185	0.0185		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY

Annexe 1 a de l'arrêté ARSB/DSP/PGRAS/USE n° 2013-



à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le 31 JUL. 2013
LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Signé: Marie-Hélène VALENTE

ETAT PARCELLAIRE.



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
NOLAY	1742B	21	LE DROUET	0,1140	0,1140		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	22	LE DROUET	0,4180	0,4180	Jean Marc	DEBLANGEY	07/12/1969	BEAUNE (21)	LENOBLE Nathalie	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
						Nathalie	LENOBLE	23/08/1976	BEAUNE (21)	DEBLANGEY Jean-Marc	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	24	LE DROUET	0,1100	0,1100	Roger	BOUJLOT	24/08/1944	MOLINOT	CHAMBIN Bernadette	Le Village	21340	MOLINOT
						Bernardette	CHAMBIN	28/08/1946	FOISSY 21	BOUJLOT Roger	Le Village	21340	MOLINOT
NOLAY	1742B	26	LE DROUET	1,9430	1,9430	Monique	JOVIGNOT	05/02/1928	LES MAILLYS 21	MITANCHEY Pierre	Le Village	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Odile	MITANCHEY	06/05/1951	UBIGNY-LA-RONCE	REGNAUDOT Jean-Claude	Grande Rue	71150	DEZIZE LES MARANGES
NOLAY	1742B	28	LE DROUET	1,9760	1,9760	Pierre	DEBLANGEY	09/01/1942	AUTUN 71	BOISSEAU Chantal	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
						Chantal	BOISSEAU	17/03/1944	ISSY-L'ÉVEQUE 71	DEBLANGEY Pierre	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	29	LE DROUET	1,4050	1,4050	Lucien	GONNOT	06/01/1938	CIREY	DEMETTRE Chantal	13, route de CIREY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	30	LE DROUET	2,7520	2,7520	Thérèse	HUSSENOT	13/10/1929	LILLE 59		chez Monsieur GOVFFON 11 chemin de la Pinède	69130	ECULLY
NOLAY	1742B	32	LE DROUET	1,4410	1,4410	Lucien	MUZARD	29/10/1937	SANTENAY	NICOLAS Paule	11B, rue de la Cour Verreuil	21590	SANTENAY
						Paule	NICOLAS	28/09/1939	AUTUN 71	MUZARD Lucien	11B, rue de la Cour Verreuil	21590	SANTENAY
NOLAY	1742B	33	LE DROUET	1,5850	1,5850	Pierre	DEBLANGEY	09/01/1942	AUTUN 71	BOISSEAU Chantal	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	34	LE DROUET	2,2900	2,2900	Jean-Marc	DEBLANGEY	07/12/1969	BEAUNE	LENOBLE Nathalie	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	35	LE DROUET	1,1390	1,1390	Lucien	GONNOT	06/01/1938	CIREY	DEMETTRE Chantal	13, route de CIREY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	37	LE DROUET	0,1600	0,1600		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY

Installation des périmètres de protection des captages en eau potable de la commune de NOLAY (21 340): sources dites des Prés et de Fontaine Drouet:

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l'Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire

ETAT PARCELLAIRE.



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
NOLAY	174ZB	38	LE DROUET	0,6700	0,6700	Pierre	DEBLANGEY	09/01/1942	AUTUN 71	BOISSEAU Chantal	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
						Chantal	BOISSEAU	17/03/1944	ISSY-L'EVEQUE 71	DEBLANGEY Pierre	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	39	LE DROUET	1,0130	1,0130	Pierre	DEBLANGEY	09/01/1942	AUTUN 71	BOISSEAU Chantal	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
						Chantal	BOISSEAU	17/03/1944	ISSY-L'EVEQUE 71	DEBLANGEY Pierre	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	40	LE DROUET	1,8080	1,8080	Ludovic	GAGNEPAIN	17/03/1978	BEAUNE	BELORGEY Anne	Le village B, rue du Pâtis Cotillon	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
NOLAY	174ZB	41	LE DROUET	2,2080	2,2080		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			MAIRIE, rue de SANTENAY	21340	CHANGE
NOLAY	174ZB	42	LE DROUET	0,0300	0,0300		COMMUNE DE NOLAY	212 104 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	43	LE DROUET	7,1250	7,1250	Jean-Pierre	JARLAUD	23/05/1987	LE CREUSOT 71		Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	44	LE DROUET	0,5130	0,5130	Gérard	LARGY	06/07/1956	AUBIGNY LA RONCE	LAGRANGE Geneviève	5 bis, Grande Rue	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Geneviève	LAGRANGE	03/05/1958	AUBIGNY LA RONCE	LARGY Gérard	5 bis, Grande Rue	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
NOLAY	174ZB	45	LE DROUET	0,2180	0,2180	Gérard	LARGY	06/07/1956	AUBIGNY LA RONCE	LAGRANGE Geneviève	5 bis, Grande Rue	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Geneviève	LAGRANGE	03/05/1956	AUBIGNY LA RONCE	LARGY Gérard	5 bis, Grande Rue	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
NOLAY	174ZB	46	LE DROUET	1,5080	1,5080	Marie	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Edith	BOISSON	12/08/1923	NOLAY	DEGUIN Bernard	2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernand	BOISSON	23/04/1927	NOLAY	MARGUERON Michelle		21420	SAVIGNY-LES BEAUNE
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
NOLAY	174ZB	47	LA CHAUME DES BUIS	0,3280	0,3280	Jean Marc	DEBLANGEY	07/12/1969	BEAUNE (21)	LENOBLE Nathalie	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
						Nathalie	LENOBLE	23/08/1976	BEAUNE (21)	DEBLANGEY Jean-Marc	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
NOLAY	1742B	48	LA CHAUME DES BUIS	0,0540	0,0540	Nicole	TIXIER	21/02/1913	NEVERS (58)	Veuve SÉGUIN	148, rue de VAUGIRARD 50 bis, rue de la Grande Armée	75015 75017	PARIS PARIS
						Anne	TIXIER	28/04/1914	NEVERS (58)	RIVOIRE	1, avenue Alphonse XIII	75016	PARIS
						Pierre	TIXIER	18/03/1917	NEVERS (58)	VALLET			
NOLAY	1742B	49	LA CHAUME DES BUIS	0,0320	0,0320	Claude	LACOUR	13/11/1907	LE CREUSOT 71	BOUZEREAU Marie	LA ROCHEPOT	21340	NOLAY
						Benoîte	LACOUR	29/10/1911	NOLAY	GROSEILLE Henri	6, avenue des Sablons	91350	GRIGNY II
						Anne-Marie	LACOUR	14/01/1919	CIREY LES NOLAY	JUON Jean	LE THIEULIN BOURG	28240	LA LOUPE
						Henriette	LACOUR	20/02/1922	CIREY LES NOLAY	PREAUX Pierre	3, rue Marial Rousseau, Notre Dame d'Oe	37390	LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE
						Paulette	LACOUR	23/08/1924	CIREY LES NOLAY	FOURNIER Henri	121, bd Soult	75012	PARIS
						Jean	LACOUR	31/12/1927	CIREY LES NOLAY	PEDEN Odette	17, rue de la Source Recouvrante	29202	BREST
						Eric	JALOUSTRE	07/05/1966	LEVALLOIS-PERRET (92)	Célibataire	Par Mme Françoise LE VASSEUR-JALOUSTRE, 30 rue Erard	75012	PARIS
NOLAY	1742B	50	LA CHAUME DES BUIS	0,7420	0,7420	Henri	LEBEAULT	02/02/1912	NOLAY	GIRARDOT Suzanne	Par LEBEAULT André rue de la République	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	51	LA CHAUME DES BUIS	26,7860	26,7860		COMMUNE ASSOCIEE DE CIREY	212 101 745			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	53	LA CHAUME DES BUIS	1,8870	1,8870	Jean-Pierre	JARLAUD	23/05/1967	LE CREUSOT 71		Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	75	LE DROUET	2,4774	2,4774	Henri	LEBEAULT	02/02/1912	NOLAY	GIRARDOT Suzanne	Par LEBEAULT André rue de la République	21340	NOLAY
NOLAY	1742B	79	LE DROUET	4,1106	4,1106	Roger	BOUILLLOT	24/08/1944	MOLINOT	CHAMBIN Bernadette	Le Village	21340	MOLINOT
						Bernadette	CHAMBIN	28/08/1946	FOISSY 21	BOUILLLOT Roger	Le Village	21340	MOLINOT



Périmètre de protection rapprochée

Général

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
NOLAY	1742B	80	LE DROUET	1.0350	1.0350	Pascal	MONGIN	15/01/1961	PERRIGNY-LES-DIJON		20, rue Bernard NIQUET	21160	MARSANNAY-LA-COTE
NOLAY	1742B	81	LE DROUET	1.0350	1.0350	Louis	BUREAU	11/07/1938	ARNAY-LE-DUC	CHEVALIER Monique	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY
						Monique	CHEVALIER	30/11/1945	SULLY 71	BUREAU Louis	Hameau de SAIGEY	21340	NOLAY



Conseil
Général

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR

Direction Agriculture et Environnement

Service de la Politique de l'Eau

Annexe 3 b de l'arrêté
ARSB/DSP/PGRAS/USE

n° 2013-

Installation des périmètres de protection des captages en eau potable de la
commune de NOLAY (21 340) : source COYOT située sur VAUCHIGNON

Légende: Position des puits de captage



Périmètre de protection rapprochée



Périmètre de protection éloignée

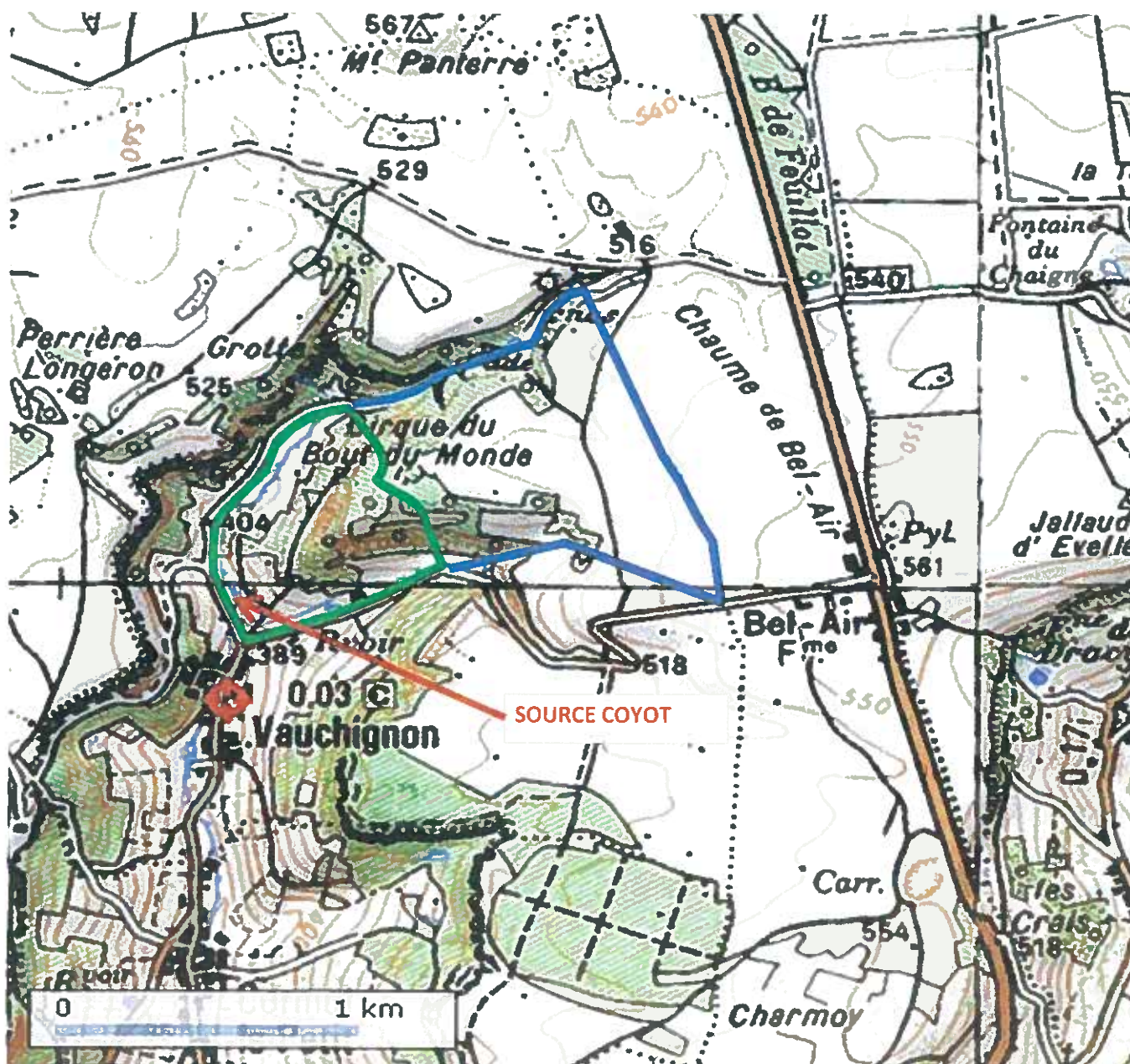


Etude réalisée par: Cabinet d'expertises Christophe SERREDSZUM
5, rue du 8 mai 1945
21 320 POUILLY-EN-AUXOIS
Novembre 2011

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le 31 JUL. 2013
LE PRÉFET



Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale
Signé: Marie-Hélène VALENT





Installation des périmètres de protection des captages
En eau potable de la commune de NOLAY (21 340):
Source COYOT située sur VAUCHIGNON

LEGENDE : — Périmètre de protection immédiate.
--- Périmètre de protection rapprochée.

Echelle : 100 mètres =

Commune de VAUCHIGNON, section A

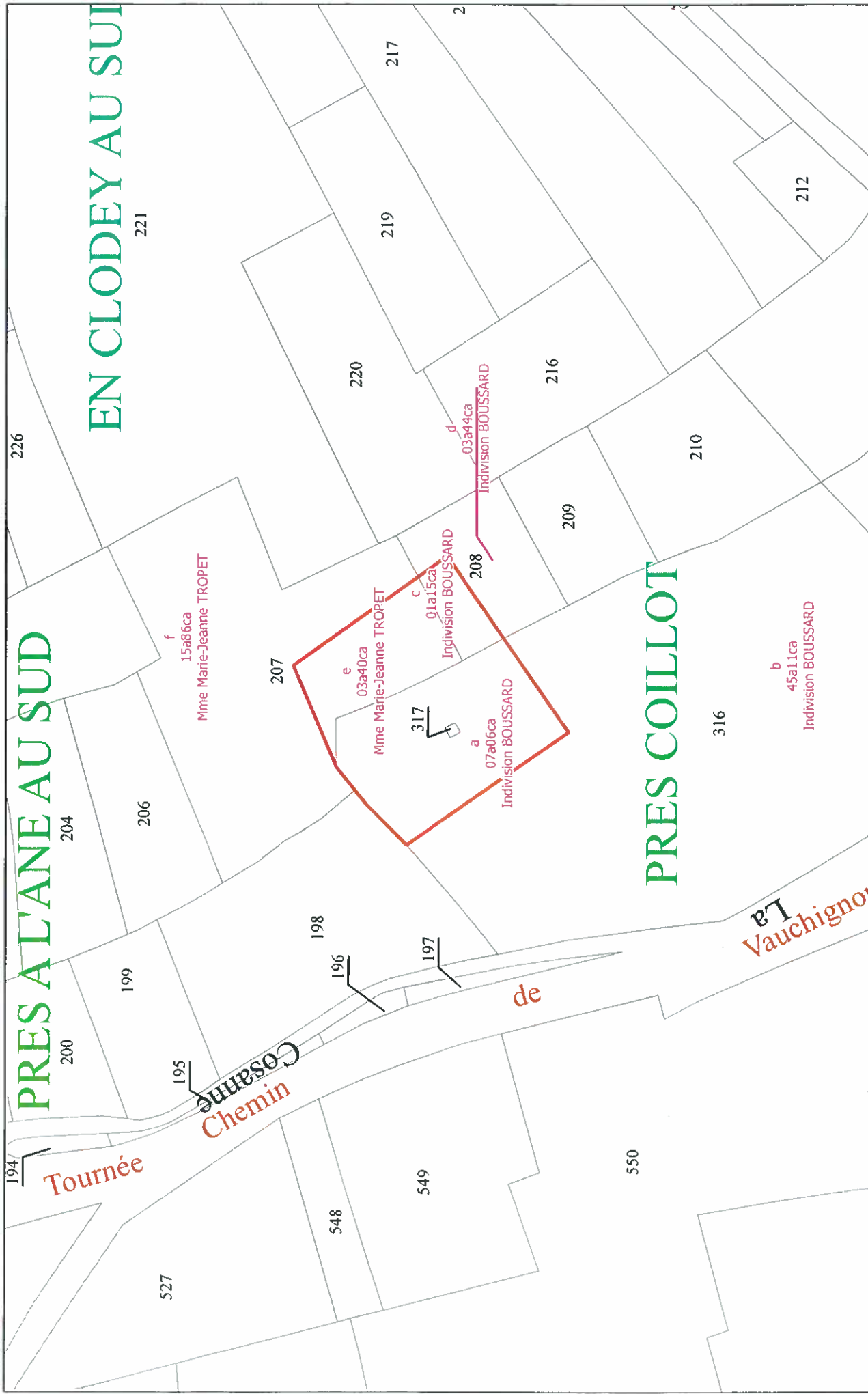
Etude réalisée par :

Cabinet d'expertises Christophe SERREDSZUM
5, rue du 8 mai 1945 21 320 POUILLY-EN-AUXOIS / Novembre 2011.

VU POUR ÊTRE ARRÊTÉ
à votre arrêté en date de jour
Dijon, le **31 JUIL. 2013**
LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale
Signé : Anne-Mélène VALENTE

Annexe 2 b de l'arrêté
ARSB/DSP/PGRAS/USE
n° 2013-



VU POUR ÊTRE ANNEXE
à notre arrêté en date de ce jour

Dijon, le 31 JUIL. 2013

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Signé : Marie-Hélène VALENTE

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l'Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection immédiate

Parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	207	EN CLODEY AU SUD	0,1925	0,0340	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	208	EN CLODEY AU SUD	0,0461	0,0115	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie	Le Village	21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul	Le Village	21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHALUVEAU Sylvie	Le Village	21340	MOLINOT
VAUCHIGNON	A	316	PRES COILLOT	0,5221	0,0706	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie		21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul		21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHALUVEAU Sylvie		21340	MOLINOT
VAUCHIGNON	A	317	PRES COILLOT	0,0004	0,0004		COMMUNE DE NOLAY	212 101 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY

VU POUR ÊTRE ANNEXE
à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le **31 JUL. 2013**
LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale



Signé Marie-Hélène VALENTÉ

Annexe 1 b de l'arrêté ARSB/DSP/PGRAS/USE n° 2013-

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée														Identité des propriétaires						
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville							
VAUCHIGNON	A	141	LE VAL DE VELEY	0,8030	0,0674	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY SAINT LEGER DU BOIS 71	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY							
						Marie	DEBLANGEY	01/02/1924		BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY							
VAUCHIGNON	A	167	SUR LES CHENES	0,2005	0,2005	Andrée	RENARD	30/04/1932	LE CREUSOT 71	CLEMENT Bernard	6, rue PRUDHON	71200	LE CREUSOT							
VAUCHIGNON	A	168	SUR LES CHENES	0,0665	0,0665	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY SAINT LEGER DU BOIS 71	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY							
						Marie	DEBLANGEY	01/02/1924		BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY							
VAUCHIGNON	A	169	SUR LES CHENES	0,1000	0,1000	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON							
VAUCHIGNON	A	170	SUR LES CHENES	0,1010	0,1010	Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE							
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953			1357, route des Contaminées	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS							
VAUCHIGNON	A	171	SUR LES CHENES	0,1080	0,1080	Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONESSES							
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON			21340	CORMOT-LE-GRAND							
VAUCHIGNON	A	172	SUR LES CHENES	0,1090	0,1090	Véronique	MAUPOIL	01/11/1962	CREUSOT 71	DAVID Etienne	20, rue du Lavoir	37250	VEIGNE							
VAUCHIGNON	A	173	SUR LES CHENES	0,1070	0,1070	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON							
VAUCHIGNON	A	174	SUR LES CHENES	0,1525	0,1525	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON							
VAUCHIGNON	A	174	SUR LES CHENES	0,1525	0,1525	Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONESSES							
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON			21340	CORMOT-LE-GRAND							
						Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE							
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		1357 route des Contaminées	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS							

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	175	SUR LES CHENES	0.1525	0.1525	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	176	SUR LES CHENES	0.2875	0.2875	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	177	SUR LES CHENES	0.2345	0.2345	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	178	SUR LES CHENES	0.8725	0.8725	Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU PAYRE
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		1357, route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS
						Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONESSES
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON			21340	CORMOT-LE-GRAND
VAUCHIGNON	A	179	SUR LES CHENES	0.5340	0.4690	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	180	SUR LES CHENES	0.6930	0.4559	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	184	SUR LES CHENES	0.2845	0.2845	Jean	SAGETAT	10/02/1925	CIREY			21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	185	SUR LES CHENES	0.5680	0.5680	Renée	SAGETAT	24/09/1921	CIREY	PIGALLE Gabriel	rue Pierre JOIGNEAUX	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	186	SUR LES CHENES	0.4840	0.4840	Jacques	BOISSON	10/10/1952	LE CREUSOT 71		Petit Cormot	21340	CORMOT-LE-GRAND
						Martine	FOREST	27/10/1953	LE CREUSOT 71	BOISSON Jacques	Petit Cormot	21340	CORMOT-LE-GRAND
VAUCHIGNON	A	187	SUR LES CHENES	1.0295	0.6435	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	188	SUR LES CHENES	0.9830	0.7597	Christian	BERGERET	04/07/1943	NOLAY	COLIN Bernadette	11, rue des Huiliers	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	189	SUR LES CHENES	0.9800	0.8464	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapproché

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	190	SUR LES CHENES	1,3150	0,3503		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	191	SUR LES CHENES	0,3330	0,3330	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Huguette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
						Huguette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	A	192	SUR LES CHENES	0,2890	0,2890	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Huguette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
						Huguette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	A	193	PRES A L'ANE DU SUD	0,0495	0,0495	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	194	PRES A L'ANE DU SUD	0,0050	0,0050	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	195	PRES A L'ANE DU SUD	0,0042	0,0042	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	196	PRES A L'ANE DU SUD	0,0038	0,0038	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	197	PRES A L'ANE DU SUD	0,0055	0,0055	Marie Bernadette	LAVIROTTE	26/05/1932	LE CREUSOT 71	BRAZEY André	rue des Trois Croix	71150	DEZIZE-LES-MARANGES
VAUCHIGNON	A	198	PRES A L'ANE DU SUD	0,1245	0,1245	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	199	PRES A L'ANE DU SUD	0,0454	0,0454	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	200	PRES A L'ANE DU SUD	0,0404	0,0404	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY SAINT LEGER DU BOIS 71	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY
						Marie	DEBLANGEY	01/02/1924		BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	201	PRES A L'ANE DU SUD	0,0905	0,0905	Marie	LOUCHE	03/10/1914	NANCY 54	ROUBAUD Honoré	12, rue du Petit Cavillon	13420	GEMENOS
						Honoré	ROUBAUD	23/11/1910	GEMENOS 13	LOUCHE Marie	12, rue du Petit Cavillon	13420	GEMENOS
VAUCHIGNON	A	202	EN CLODEY AU SUD	0,2397	0,2397	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY SAINT LEGER DU BOIS 71	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY
						Marie	DEBLANGEY	01/02/1924		BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	203	EN CLODEY AU SUD	0,0250	0,0250	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	204	EN CLODEY AU SUD	0,0580	0,0580	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	205	EN CLODEY AU SUD	0,0970	0,0970	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	206	EN CLODEY AU SUD	0,0570	0,0570	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	207	EN CLODEY AU SUD	0,1925	0,1586	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	208	EN CLODEY AU SUD	0,0461	0,0344	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie	Le Village	21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul	Le Village	21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHAUVEAU Sylvie	Le Village	21340	MOLINOT
VAUCHIGNON	A	209	EN CLODEY AU SUD	0,0394	0,0394	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie		21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul		21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHAUVEAU Sylvie		21340	MOLINOT
VAUCHIGNON	A	210	EN CLODEY AU SUD	0,0724	0,0724	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie		21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul		21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHAUVEAU Sylvie		21340	MOLINOT
VAUCHIGNON	A	211	EN CLODEY AU SUD	0,1307	0,1307	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée					Identité des propriétaires								
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	212	EN CLODEY AU SUD	0,0255	0,0255	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	213	EN CLODEY AU SUD	0,0650	0,0650	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	214	EN CLODEY AU SUD	0,1400	0,1400	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	215	EN CLODEY AU SUD	0,1775	0,1775	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	216	EN CLODEY AU SUD	0,0750	0,0750	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	217	EN CLODEY AU SUD	0,1370	0,1370	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	218	EN CLODEY AU SUD	0,0842	0,0842	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	219	EN CLODEY AU SUD	0,0668	0,0668	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	220	EN CLODEY AU SUD	0,0943	0,0943	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	221	EN CLODEY AU SUD	0,4585	0,4585	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	222	EN CLODEY AU SUD	0,1403	0,1403	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l'Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée					Identité des propriétaires								
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	223	EN CLODEY AU SUD	0,0620	0,0620	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	224	EN CLODEY AU SUD	0,0540	0,0540	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	225	EN CLODEY AU SUD	0,0567	0,0567	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	226	EN CLODEY AU SUD	0,0490	0,0490	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	227	EN CLODEY AU SUD	0,0720	0,0720	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	228	EN CLODEY AU SUD	0,0907	0,0907	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	229	EN CLODEY AU SUD	0,0640	0,0640	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	230	EN CLODEY AU SUD	0,0810	0,0810	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	231	EN CLODEY AU SUD	0,3205	0,3205	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	232	SUR MAIRET AU SUD	0,1040	0,1040	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Hugnette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
						Hugnette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	CORMOT LE GRAND	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300
VAUCHIGNON	A	233	SUR MAIRET AU SUD	0,0960	0,0960	Myriam	MAUPOIL	14/10/1961	CORMOT LE GRAND		7, avenue Jean JAURES	21000	DIJON
						Florence	MAUPOIL	13/07/1963	CORMOT LE GRAND	AUBRUN Michel	43, avenue Lazare CARNOT	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	234	SUR MAIRET AU SUD	0,1015	0,1015		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	235	SUR MAIRET AU SUD	0,1700	0,1700		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	236	SUR MAIRET AU SUD	0,0305	0,0305	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	237	SUR MAIRET AU SUD	0,0480	0,0480	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	238	SUR MAIRET AU SUD	0,2182	0,2182	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	239	SUR MAIRET AU SUD	0,1780	0,1780	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	240	SUR MAIRET AU SUD	0,1670	0,1670	Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	241	SUR MAIRET AU SUD	0,1670	0,1670	Pierre	MIGNOT	18/08/1907	VAUCHIGNON	DIDIER Maria	Chez Monsieur MIGNOT Roger 43, chemin de S aint-Bris	89290	VINCELOTES
VAUCHIGNON	A	242	SUR MAIRET AU SUD	0,1095	0,1095	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	243	SUR MAIRET AU SUD	0,1147	0,1147	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	244	SUR MAIRET AU SUD	0,1082	0,1082	Adonis	LAPLANCHE				rue des Huiliers	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	244	SUR MAIRET AU SUD	0,0770	0,0770	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l'Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	245	SUR MAIRET AU SUD	0,0790	0,0790	Jean Baptiste	BATAULT	18/01/1899	AUXEY-OURESSÉS	GUENEBault Marcelle		71150	DEZIZE-LES-MARANGES
VAUCHIGNON	A	246	EN BEAUVOIR	0,1350	0,1350	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	247	EN BEAUVOIR	0,0430	0,0430	Simonne	MAURICE	15/04/1921	NOLAY	CHRETEN Henri	9, rue de la République	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	248	EN BEAUVOIR	0,0400	0,0400	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	249	EN BEAUVOIR	0,0385	0,0385	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	250	EN BEAUVOIR	0,1575	0,1575	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	251	EN BEAUVOIR	0,0400	0,0400	Antonin	LENOBLE			VOILLERY	2, rue Thurot	21000	DIJON
VAUCHIGNON	A	252	EN BEAUVOIR	0,0446	0,0446	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	253	EN BEAUVOIR	0,4740	0,4740	Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	254	EN BEAUVOIR	0,0340	0,0340	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	255	EN BEAUVOIR	0,1420	0,1420	Véronique	MAUPOIL	01/11/1962	CREUSOT 71	DAVID Etienne	20, rue du Lavoir	37250	VEIGNE
VAUCHIGNON	A	256	EN BEAUVOIR	0,1320	0,1320	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	257	EN BEAUVOIR	0,0800	0,0800	Thomas	LAGOUTTE	30/10/1981	LE CREUSOT 71		Le Bourg, Route du Bout du Monde	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	258	EN BEAUVOIR	0,0775	0,0775	Marie-Eve	ROSSIER	13/11/1988	CHATTEL-SAINT-DENIS (suisse)		Le Bourg, Route du Bout du Monde	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	259	EN BEAUVOIR	0,0800	0,0800	Louis	GENEVOIS			CAILLET	39, rue Gay-Lussac	75005	PARIS
VAUCHIGNON	A	260	EN BEAUVOIR	0,0775	0,0775	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée					Identité des propriétaires								
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	259	EN BEAUVOIR	0,0780	0,0780	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	260	EN BEAUVOIR	0,3490	0,3490	Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Philippe	LAPORTE	26/11/1958	LE CREUSOT 71		Le Village	21340	CORMOT-LE-GRAND
						Marie Thérèse	LAPORTE	17/10/1962	LE CREUSOT 71	METIVIER Eric	3, rue de la Gare	21110	COLLONGES-LES-PREMIERES
						Béatrice	LAPORTE	08/09/1965	LE CREUSOT 71		Impasse du Moulin	21360	LUSIGNY SUR OUCHE
						Corinne	LAPORTE	31/07/1969	LE CREUSOT 71	SCHMIT Fabien	SIVRY	71360	SAISY
						Sébastien	LAPORTE	20/02/1971	BEAUNE		12, rue de la Fausse-Rivière	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	261	EN BEAUVOIR	0,2190	0,2190	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	262	EN BEAUVOIR	0,0750	0,0750	Pierre	CARU			CHARREAU		71150	PARIS-L'HOPITAL
VAUCHIGNON	A	263	EN BEAUVOIR	0,1580	0,1580	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	264	EN BEAUVOIR	0,1570	0,1570	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	265	EN BEAUVOIR	0,1010	0,1010	Thomas	LAGOUTTE	30/10/1981	LE CREUSOT 71		Le Bourg, Route du Bout du Monde	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Eve	ROSSIER	13/11/1988	CHATTEL-SAINT-DENIS (suisse)		Le Bourg, Route du Bout du Monde	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	266	EN BEAUVOIR	0,0400	0,0400	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	267	EN BEAUVOIR	0,1340	0,1340	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	268	EN BEAUVOIR	0,0985	0,0985	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	269	EN BEAUVOIR	0,1285	0,1285		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	270	EN BEAUVOIR	0,1000	0,1000	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	271	EN BEAUVOIR	0,0460	0,0460	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	272	EN BEAUVOIR	0,0420	0,0420	Marie	BOULICHAULT	30/12/1933	CIREY	ASPESANI Pierre	23, rue du Quart Joly	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	273	EN BEAUVOIR	0,0865	0,0865	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	274	EN BEAUVOIR	0,1255	0,1255	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	275	EN BEAUVOIR	0,0480	0,0480		SCI LA CUSANNE	443 304 241			Chez Madame MARLAUD Evelyne Les Etroits	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	276	EN BEAUVOIR	0,0985	0,0985	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	277	EN BEAUVOIR	0,0540	0,0540	Jean-Pierre	MUNIER	28/06/1946	DIJON	COINTAULT Anne-Marie	6, rue Claude BASIRE	21000	DIJON
VAUCHIGNON	A	278	EN BEAUVOIR	0,1090	0,1090	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	279	EN BEAUVOIR	0,0990	0,0990	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	280	EN BEAUVOIR	0,0445	0,0445	Michel	BOISSON	15/10/1928	CORMOT LE GRAND	JOLY Jeannine	Grand CORMOT	21340	CORMOT-LE-GRAND
VAUCHIGNON	A	281	EN BEAUVOIR	0,0275	0,0275	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	282	EN BEAUVOIR	0,0230	0,0230	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	283	EN BEAUVOIR	0,1130	0,1130	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	284	EN BEAUVOIR	0,0330	0,0330	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	285	EN BEAUVOIR	0,1210	0,1210	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	286	EN BEAUVOIR	0,1280	0,1280	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	287	EN BEAUVOIR	0,0320	0,0320	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	288	EN BEAUVOIR	0,0330	0,0330	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	289	EN BEAUVOIR	0,1305	0,1305	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	290	EN BEAUVOIR	0,0455	0,0455	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	291	EN BEAUVOIR	0,0480	0,0480	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	292	EN BEAUVOIR	1,0030	1,0030	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Hugnette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
						Hugnette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	A	293	EN BEAUVOIR	0,1850	0,1850	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	294	EN PRAILE AU NORD	0,1000	0,1000	Myriam	MAUPOIL	14/10/1961	CORMOT LE GRAND		7, avenue Jean JAURES	21000	DIJON
						Florence	MAUPOIL	13/07/1963	CORMOT LE GRAND	AUBRUN Michel	7, rue des Fontaines	39700	CHATENOIS
VAUCHIGNON	A	296	EN PRAILE AU NORD	0,2230	0,2230	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	297	EN PRAILE AU NORD	0,0260	0,0260	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	298	EN PRAILE AU NORD	0,3837	0,3837	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	299	EN PRAILE AU NORD	0,3838	0,3838	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	300	EN PRAILE AU NORD	0,0130	0,0130	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	301	EN PRAILE AU NORD	0,2095	0,2095	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	303	SUR CHEZ MOTOT	0,5708	0,5708	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	304	SUR CHEZ MOTOT	0,6480	0,6480	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	305	SUR CHEZ MOTOT	0,0690	0,0690	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	306	SUR CHEZ MOTOT	0,1630	0,1630	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	307	SUR CHEZ MOTOT	0,3525	0,3525	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	308	PRÉS BIJOT	0,0353	0,0353	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie		21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul		21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHAUVEAU Sylvie		21340	MOLINOT

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée					Identité des propriétaires								
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	309	PRES BIJOT	0,4413	0,4413	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie		21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul		21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHAUVEAU Sylvie		21340	MOLINOT
VAUCHIGNON	A	310	PRES BIJOT	0,2592	0,2592	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	311	PRES BIJOT	0,0436	0,0436	Roger	MIGNOT	09/06/1933	VILLEUIF 94	HUMBERT Hélène	43, chemin de SAINT-BRIS	89290	VINCELOTES
						Hélène	HUMBERT	23/11/1939	PARIS 14ème	MIGNOT Roger	43, chemin de SAINT-BRIS	89290	VINCELOTES
VAUCHIGNON	A	312	PRES BIJOT	0,0180	0,0180	Roger	MIGNOT	09/06/1933	VILLEUIF 94	HUMBERT Hélène	43, chemin de SAINT-BRIS	89290	VINCELOTES
						Hélène	HUMBERT	23/11/1939	PARIS 14ème	MIGNOT Roger	43, chemin de SAINT-BRIS	89290	VINCELOTES
VAUCHIGNON	A	313	PRES COILLOT	0,0390	0,0390	Michel	ROY	08/07/1952	ARCEAU	CRETIN Dominique		21340	VAUCHIGNON
						Dominique	CRETIN	21/07/1956	AVENEY 25	ROY Michel		21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	314	PRES COILLOT	0,0687	0,0687	Michel	ROY	08/07/1952	ARCEAU	CRETIN Dominique		21340	VAUCHIGNON
						Dominique	CRETIN	21/07/1956	AVENEY 25	ROY Michel		21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	315	PRES COILLOT	0,3923	0,3923	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	316	PRES COILLOT	0,5221	0,4511	Paul	BOUSSARD	29/03/1929	MOLINOT	GAGNEPAIN Anne Marie		21340	MOLINOT
						Anne Marie	GAGNEPAIN	27/03/1935	MOLINOT	BOUSSARD Paul		21340	MOLINOT
						Jean-Luc	BOUSSARD	07/07/1957	AUTIN 71	CHAUVEAU Sylvie		21340	MOLINOT

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires								
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville	
VAUCHIGNON	A	352	LA TOURNEE	0,0857	0,0857	Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONNESSES	
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON				21340	CORMOT-LE-GRAND
						Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE	
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		1357 route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS	
VAUCHIGNON	A	353	LA TOURNEE	0,0522	0,0522	Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONNESSES	
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON				21340	CORMOT-LE-GRAND
						Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE	
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		1357 route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS	
VAUCHIGNON	A	356	LA TOURNEE	0,1482	0,1482	Paul	EBER	12/06/1896	STRASBOURG 67	STEGNER	32, rue Herder	67000	STRASBOURG	
VAUCHIGNON	A	372	LA LIENTE	0,2532	0,2532	Janine	MAUPOIL	13/06/1933	CORMOT LE GRAND	SAGETAT Edouard	65, rue de Saint-Cyr	69009	LYON	
						Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE	
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		1357, route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS	
						Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONNESSES	
VAUCHIGNON	A	373	LA LIENTE	0,0376	0,0376	Jean-Pierre	MUNIER	28/06/1946	DIJON	COINTAULT Anne-Marie	6, rue Claude BASIRE	21000	DIJON	
VAUCHIGNON	A	374	LA LIENTE	0,0374	0,0374	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON	
VAUCHIGNON	A	375	LA LIENTE	0,0386	0,0386	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON	

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l'Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	376	LA LIENTE	1.1027	1.1027	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	377	LA LIENTE	0,0224	0,0224	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	381	LA LIENTE	0,1035	0,1035	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	382	LA LIENTE	0,1795	0,1795	Jean-Louis	BOISSON	17/08/1956	LE CREUSOT 71	PERRIN Yvette	34, rue des Jardins	21800	SENNECEY LES DIJON
VAUCHIGNON	A	385	LA LIENTE	0,5585	0,5585	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	386	LA LIENTE	0,0528	0,0528	Jean	NEAU	20/08/1942	NOLAY	PELTZER	22, route du Bout du Monde	21340	CORMOT-LE-GRAND
VAUCHIGNON	A	387	LA LIENTE	0,0043	0,0043	Jean	NEAU	20/08/1942	NOLAY	PELTZER	22, route du Bout du Monde	21340	CORMOT-LE-GRAND
VAUCHIGNON	A	388	MENEVEAUX	0,1180	0,1180	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	389	MENEVEAUX	3,0932	3,0932	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	390	MENEVEAUX	0,4770	0,4770	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	391	MENEVEAUX	0,2950	0,2950	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	392	MENEVEAUX	0,0410	0,0410	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
					Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY			2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	393	MENEVEAUX	0,1360	0,1360	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
					Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY			2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	394	MENEVEAUX	0,1360	0,1360	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
					Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY			2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	395	MENEVEAUX	0,2650	0,2650	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	396	MENEVEAUX	0,0730	0,0730	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
					Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY			2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	397	MENEVEAUX	0,0980	0,0980	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	398	MENEVEAUX	0,0028	0,0028		MAISON DE RETRAITE JEANNE PIERRET CARN	262 100 134			6, rue Dr LAVIROTTE	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	399	MENEVEAUX	0,0735	0,0735		MAISON DE RETRAITE JEANNE PIERRET CARN	262 100 134			6, rue Dr LAVIROTTE	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	400	MENEVEAUX	0,1400	0,1400	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	401	MENEVEAUX	0,0195	0,0195	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	402	MENEVEAUX	0,0283	0,0283	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
					Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY			2, rue Franche	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée														Identité des propriétaires					
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville						
VAUCHIGNON	A	403	MENEVEAUX	0,1202	0,1202	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY						
							BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY						
VAUCHIGNON	A	404	MENEVEAUX	0,1200	0,1200		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON						
VAUCHIGNON	A	405	MENEVEAUX	0,0350	0,0350	Philippe	CHAMOY	08/01/1892	NOLAY	THOMAS	Maison de retraite	21340	NOLAY						
VAUCHIGNON	A	406	MENEVEAUX	0,0280	0,0280	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON						
VAUCHIGNON	A	407	MENEVEAUX	0,0920	0,0920	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON						
VAUCHIGNON	A	408	MENEVEAUX	0,0555	0,0555	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY						
							BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY						
VAUCHIGNON	A	409	MENEVEAUX	0,0453	0,0453	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY						
							BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY						
VAUCHIGNON	A	410	MENEVEAUX	0,0056	0,0056	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY SAINT LEGER DU BOIS 71	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY						
							DEBLANGEY	01/02/1924	BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY							
VAUCHIGNON	A	411	MENEVEAUX	0,0723	0,0723	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY SAINT LEGER DU BOIS 71	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY						
							DEBLANGEY	01/02/1924	BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY							
VAUCHIGNON	A	412	MENEVEAUX	0,0170	0,0170	Marc	SAGETAT	24/04/1949	NOLAY SAINT SERNIN DU PLAIN 71	ROGER Madeleine	53, rue Maximilien ROBESPIERRE	91550	PARAY VIEILLE POSTE NOUMEA NOUVELLE CALEDONIE						

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	413	MENEVEAUX	0,0013	0,0013	Marc	SAGETAT	24/04/1949	NOLAY SAINT SERMIN DU PLAIN 71	ROGER Madeleine	53, rue Maximilien ROBESPIERRE	91550	PARAY VIEILLE POSTE NOUMEA NOUVELLE CALEDONIE
						Jean François	SAGETAT	22/08/1939					
VAUCHIGNON	A	414	MENEVEAUX	0,0015	0,0015		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	415	MENEVEAUX	0,0170	0,0170		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	416	MENEVEAUX	0,0158	0,0158		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	417	MENEVEAUX	0,0014	0,0014		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	418	MENEVEAUX	0,0015	0,0015		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	419	MENEVEAUX	0,0159	0,0159		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	420	MENEVEAUX	0,5500	0,0550		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	421	MENEVEAUX	0,0068	0,0068		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	422	MENEVEAUX	0,0126	0,0126		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	423	MENEVEAUX	0,2500	0,2500		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	424	MENEVEAUX	1,6935	0,6905		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	426	MENEVEAUX	1,0060	0,4885		COMMUNE DE CHANGE	217 100 858			Rue de Santenay	21340	CHANGE
VAUCHIGNON	A	427	MENEVEAUX	0,2680	0,2680	Pierre	MIGNOT	18/08/1907	VAUCHIGNON	DIDIER Maria	Chez Monsieur MIGNOT Roger 43, chemin de Saint-Bris	89290	VINCELOTES
VAUCHIGNON	A	428	LE BOIS DU ROY	2,0440	2,0440		COMMUNE ASSOCIEE DE CREY	212 101 745			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR

Service de la Politique de l' Eau

Direction de l'Agriculture et de l'Environnement

Pôle Interdirectionnel Infrastructures

et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	429	LE BOIS DU ROY	0,0870	0,0870	Nicole	BADET	22/12/1936	DIJON	BOHIN Laurent	6, Promenade du Rhône MAHAVASTE II, route n° 9 LOT 702 F 601	21000	DIJON
						Jean-François	BOHIN	29/08/1958	MONTBARD	JEAN-ORIEL Christine			TULEAR MADAGASCAR
						Catherine	BOHIN	09/03/1962	DIJON	PIERRE Francis	46, chemin de Chainais	07100	ANNONAY
						Hélène	BOHIN	06/04/1969	DIJON		20, rue Claude DEBUSSY	71380	SAINT-MARCEL
						Philippe	BOHIN	04/05/1972	DIJON		24, rue Jules FERRY	34110	FRONTIGNAN
VAUCHIGNON	A	430	SUR MAIRET AU NORD	0,4708	0,4708	Romain	VEE	16/09/1988	BEAUNE		12, rue des Cloutiers	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	431	SUR MAIRET AU NORD	0,2400	0,2400	Romain	VEE	16/09/1988	BEAUNE		12, rue des Cloutiers	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	432	SUR MAIRET AU NORD	0,3660	0,3660	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY
						Marie	DEBLANGEY	01/02/1924	SAINT LEGER DU BOIS 71	BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	433	SUR MAIRET AU NORD	0,3108	0,3108	Jean	BENOIT	24/09/1914	NOLAY	DEBLANGEY Marie	rue Claude DURET	21340	NOLAY
						Marie	DEBLANGEY	01/02/1924	SAINT LEGER DU BOIS 71	BENOIT	rue Claude DURET	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	434	EN CLODEY AU NORD	0,2470	0,2470	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	435	EN CLODEY AU NORD	0,2810	0,2810	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	436	EN CLODEY AU NORD	0,0590	0,0590	Adonis	COURTOIS			MAUPOIL	2, rue de la Préfecture	21000	DIJON
VAUCHIGNON	A	437	EN CLODEY AU NORD	0,0510	0,0510	Philippe	CHAMOY	08/01/1892	NOLAY	THOMAS	Maison de retraite	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	438	EN CLODEY AU NORD	0,1161	0,1161	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	439	EN CLODEY AU NORD	0,0315	0,0315	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	440	EN CLODEY AU NORD	0,0855	0,0855	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	441	EN CLODEY AU NORD	0,2457	0,2457	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	442	EN CLODEY AU NORD	0,1645	0,1645	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	443	EN CLODEY AU NORD	0,0805	0,0805	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	444	EN CLODEY AU NORD	0,1230	0,1230	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	445	EN CLODEY AU NORD	0,1915	0,1915	Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	446	EN CLODEY AU NORD	0,0190	0,0190	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	447	EN CLODEY AU NORD	0,0215	0,0215	Simonne	MAURICE	15/04/1921	NOLAY	CHRETIEH Henri	9, rue de la République	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	448	EN CLODEY AU NORD	0,0460	0,0460	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	449	EN CLODEY AU NORD	0,0460	0,0460	Simonne	MAURICE	15/04/1921	NOLAY	CHRETIEH Henri	9, rue de la République	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	449	EN CLODEY AU NORD	0,0505	0,0505	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	450	EN CLODEY AU NORD	0,0470	0,0470	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	451	EN CLODEY AU NORD	0,0195	0,0195	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	452	EN CLODEY AU NORD	0,0380	0,0380	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	453	EN CLODEY AU NORD	0,1150	0,1150	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	454	EN CLODEY AU NORD	0,1200	0,1200	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	455	EN CLODEY AU NORD	0,1120	0,1120	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Denise	POCHERON	15/10/1921	PARIS 11	MARLAUD Paul	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	456	EN CLODEY AU NORD	0,0790	0,0790	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	457	EN CLODEY AU NORD	0,0590	0,0590	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	458	EN CLODEY AU NORD	0,0640	0,0640	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	459	EN CLODEY AU NORD	0,1145	0,1145	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	460	EN CLODEY AU NORD	0,5000	0,5000	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	461	PRES A L'ANE AU NORD	0,3440	0,3440	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	462	PRES A L'ANE AU NORD	0,0720	0,0720	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	463	PRES A L'ANE AU NORD	0,0574	0,0574	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	464	PRES A L'ANE AU NORD	0,0847	0,0847	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	A	465	PRES A L'ANE AU NORD	0,0422	0,0422	Marie Louise	BOISSON	09/09/1929	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
						Fernande	BOISSON	12/10/1933	NOLAY		2, rue Franche	21340	NOLAY
VAUCHIGNON	A	466	PRES A L'ANE AU NORD	0,0255	0,0255	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire

ETAT PARCELLAIRE.



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	A	584	EN PRAILE AU NORD	0,2308	0,2308	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village	21340	VAUCHIGNON
						Marie-Thérèse	BOUSSARD	29/10/1951	VAUCHIGNON		13 avenue Général DE GAULLE	71150	CHAGNY
VAUCHIGNON	A	585	EN PRAILE AU NORD	0,0217	0,0217		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON



Conseil
Général

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR

Direction Agriculture et Environnement

Service de la Politique de l'Eau

Annexe 3 c de l'arrêté
ARSB/DSP/PGRAS/USE
n° 2013-

Instauration des périmètres de protection des captages en eau potable de la
commune de NOLAY (21 340) : source CUL DE PRE
située sur VAUCHIGNON et CORMOT-LE-GRAND

Légende: Position des puits de captage



Périmètre de protection rapprochée

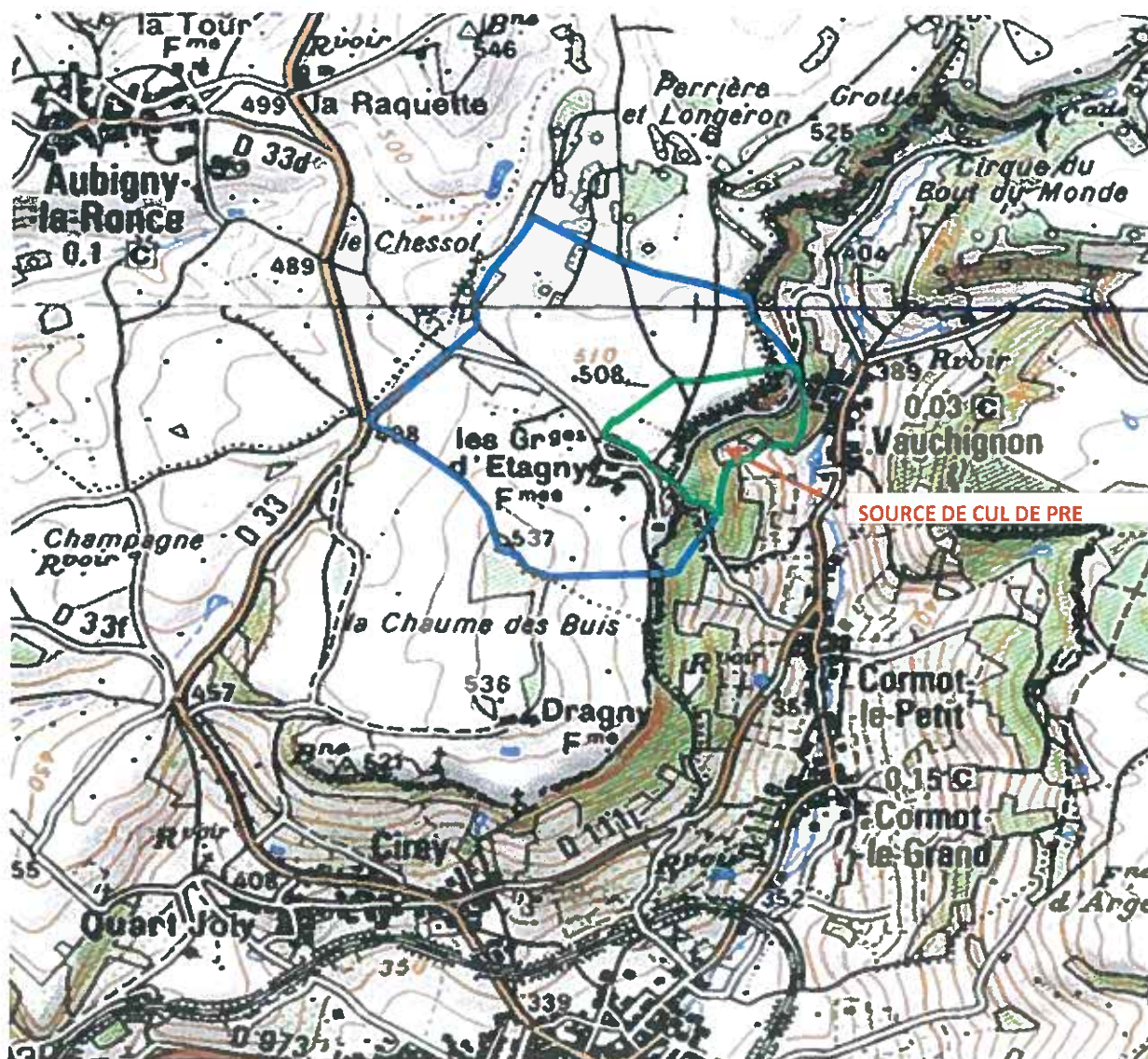


Périmètre de protection éloignée



Etude réalisée par: Cabinet d'expertises Christophe SERREDSZUM
5, rue du 8 mai 1945
21 320 POUILLY-EN-AUXOIS
Novembre 2011

1 KM =



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le 31 JUIL. 2013

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Signé : Marie. Hélène VALENTE






Installation des périmètres de protection des captages


En eau potable de la commune de NOLAY (21 340):

Source CUL DE PRE située sur VAUCHIGNON et CORMOT-LE-GRAND

LEGENDE :

 Périmètre de protection immédiate.

 Périmètre de protection rapprochée.

 Limite de commune

 Echelle : 100 mètres = 

Commune de VAUCHIGNON, section C

 Commune de CORMOT-LE-GRAND, section A

Etude réalisée par : **Cabinet d'expertises Christophe SERREDSZUM**

 5, rue du 8 mai 1945 21 320 POUILLY-EN-AUXOIS / Novembre 2011.

Annexe 2 c de l'arrêté

 ARSB/DSP/PGRAS/USE

 n° 2013-

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

 à notre arrêté en date de ce jour

 Dijon, le **31 JUIL. 2013**

 LE PRÉFET



Pour le Préfet et par délégation

 La Secrétaire Générale

Sigrid Mure-Méline

 VALENTE

Bornage du PPI de la Source de Cul de Pré sur la commune de VAUCHIGNON

VU POUR ÊTRE ANNEXE

à notre arrêté en date de ce jour

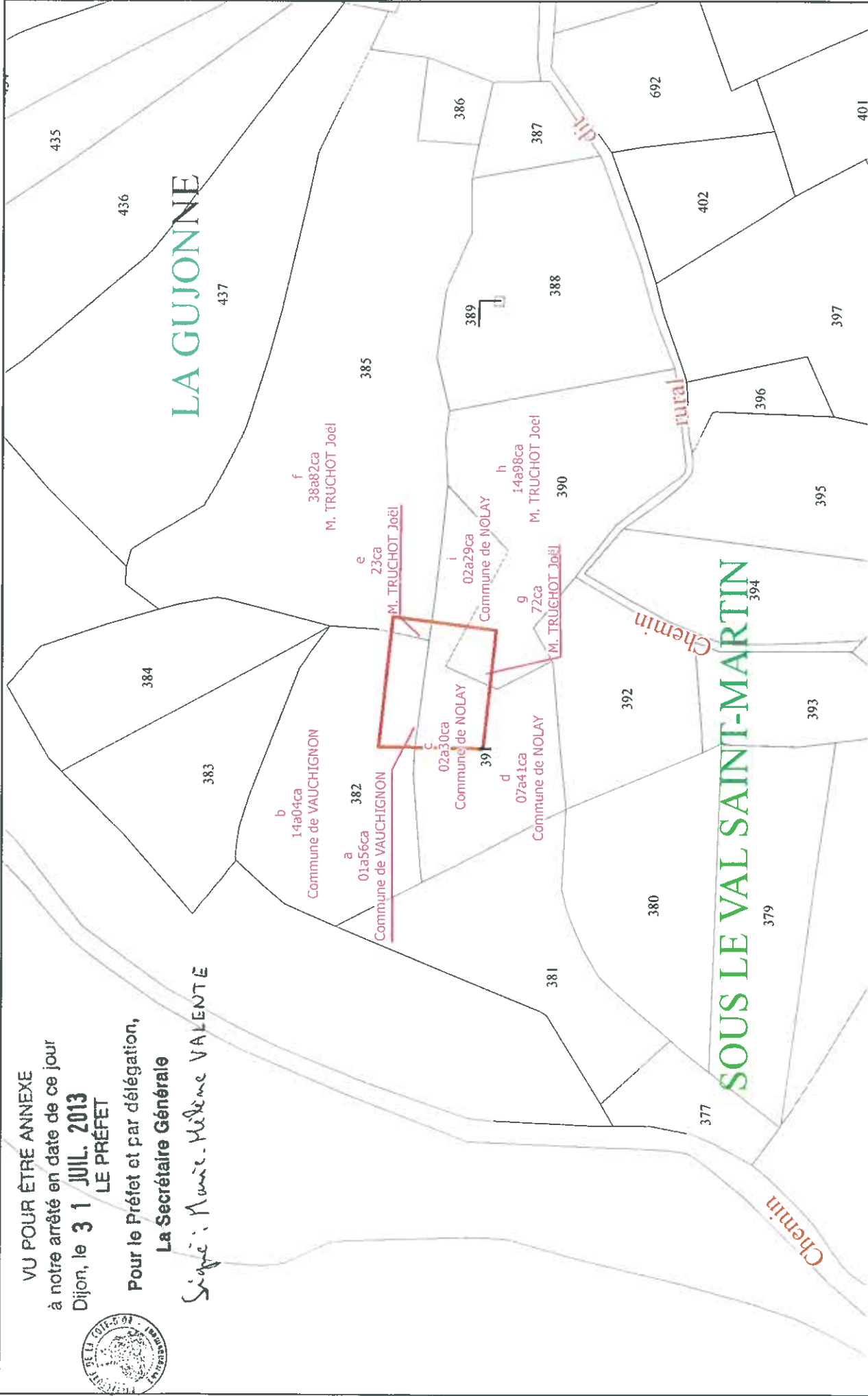
Dijon, le **31 JUIL. 2013**

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation,

La Secrétaire Générale

Signé : Marie-Hélène VALENTE



Installation des périmètres de protection des captages en eau potable de la commune de NOLAY: (21 340), source dite de « CUL DE PRE » sur VAUCHIGNON et CORMOT-LE-GRAND:

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l' Agriculture et de l' Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection immédiate

Parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	C	382	LE CUL DE PRE	0,1560	0,0156		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	385	LE CUL DE PRE	0,3905	0,0023	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	390	LE CUL DE PRE	0,1570	0,0072	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	391	LE CUL DE PRE	0,1200	0,0230		COMMUNE DE NOLAY	212 101 616			MAIRIE Place de l'Hôtel de Ville	21340	NOLAY

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le 31 JUIL. 2013
LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale
Signé: Marie-Hélène VALENTI



Annexe 1 c de l'arrêté ARSB/DSP/PGRAS/USE n° 2013-

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée					Identité des propriétaires								
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
CORMOT-LE-GRAND	A	300	LES GRANGES D'ETAGNY	0,0309	0,0309	Philippe	DEGUIN	16/04/1969	SAINT ETIENNE 42	ZENNER Dominique	34, rue du Château d'Eau	45370	CLERY-SAINT-ANDRE
CORMOT-LE-GRAND	A	301	LES GRANGES D'ETAGNY	0,0065	0,0065	Philippe	DEGUIN	16/04/1969	SAINT ETIENNE 42	ZENNER Dominique	34, rue du Château d'Eau	45370	CLERY-SAINT-ANDRE
CORMOT-LE-GRAND	A	302	LES GRANGES D'ETAGNY	0,0050	0,0050	Philippe	DEGUIN	16/04/1969	SAINT ETIENNE 42	ZENNER Dominique	34, rue du Château d'Eau	45370	CLERY-SAINT-ANDRE
CORMOT-LE-GRAND	A	303	LES GRANGES D'ETAGNY	0,0389	0,0389	Philippe	DEGUIN	16/04/1969	SAINT ETIENNE 42	ZENNER Dominique	34, rue du Château d'Eau	45370	CLERY-SAINT-ANDRE
CORMOT-LE-GRAND	A	334	COMME A L'ANE	0,7010	0,7010	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	335	COMME A L'ANE	0,2800	0,2800	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	336	COMME A L'ANE	0,4320	0,4320	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	337	COMME A L'ANE	0,3370	0,3370	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	338 BND lot 1	COMME A L'ANE	0,0205	0,0205	Juliette	DORET	17/09/1925	NOLAY	GUENIN	Marc GUENIN 134, route de NANTUA	01250	CEYZERAT
CORMOT-LE-GRAND	A	338 BND lot 2	COMME A L'ANE	0,0205	0,0205	Anne	MOREL	06/07/1939	CORMOT LE GRAND	RICHARD Jean	Lycée Gustave Eiffel, 15 Avenue CHAMPOLLION	21000	DIJON
CORMOT-LE-GRAND	A	339	COMME A L'ANE	0,0110	0,0110	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
CORMOT-LE-GRAND	A	340	COMME A L'ANE	0,0172	0,0172	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	341	COMME A L'ANE	0,5610	0,5610	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	342	COMME A L'ANE	0,1230	0,1230	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	343	COMME A L'ANE	0,1182	0,1182	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	344	COMME A L'ANE	0,2317	0,2317	Véronique	MAUPOIL	02/11/1962	CREUSOT 71	DAVID Etienne	20, rue du Lavoir	37250	VEIGNE
CORMOT-LE-GRAND	A	345	COMME A L'ANE	0,5670	0,5670	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	346	COMME A L'ANE	0,2660	0,2660	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	347	COMME A L'ANE	0,2932	0,2932	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	350	COMME A L'ANE	0,2672	0,2672	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Conseil
Général

Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
CORMOT-LE-GRAND	A	351	COMME A L'ANE	1,7220	0,5735	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	352	COMME A L'ANE	0,0930	0,0496	Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		HLM TETE ROUSSE 1357, route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS
						Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	ORZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONNESSES
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON			21340	CORMOT-LE-GRAND
CORMOT-LE-GRAND	A	353	COMME A L'ANE	0,3000	0,2431	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	354	COMME A L'ANE	0,3830	0,2875	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	355	COMME A L'ANE	0,3340	0,2567	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	356	COMME A L'ANE	0,9420	0,2352	Christian	REGNIER	31/07/1950	AUTUN 71		9, rue de la Forêt	71360	EPINAC
						Jean Paul	DUBOIS	26/07/1963	AUTUN 71		9, rue de la Forêt	71360	EPINAC
CORMOT-LE-GRAND	A	357	COMME A L'ANE	0,3030	0,2263	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Nadine	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire

Périmètre de protection rapprochée

Général

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
CORMOT-LE-GRAND	A	358	COMME A L'ANE	0,2030	0,1373	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	359	COMME A L'ANE	1,6800	0,3380	Christian	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
CORMOT-LE-GRAND	A	360	COMME A L'ANE	0,2940	0,1317	Bernard	REGNIER	31/07/1950	AUTUN 71		9, rue de la Forêt	71360	EPINAC
CORMOT-LE-GRAND	A	475	ECHÉLOTTE	0,6940	0,6940	Jean Paul	DUBOIS	26/07/1963	AUTUN 71		9, rue de la Forêt	71360	EPINAC
CORMOT-LE-GRAND	A	476	ECHÉLOTTE	0,6245	0,6245		DUPAQUIER	19/02/1938	NOLAY		15, rue Saint-Pierre	21340	NOLAY
CORMOT-LE-GRAND	A	477	ECHÉLOTTE	0,1595	0,1595		COMMUNE DE CORMOT-LE-GRAND	212 101 950			Mairie	21340	CORMOT-LE-GRAND
CORMOT-LE-GRAND	A	478	ECHÉLOTTE	0,5320	0,5320	Philippe	COMMUNE DE CORMOT-LE-GRAND	212 101 950			Mairie	21340	CORMOT-LE-GRAND
CORMOT-LE-GRAND	A	479	ECHÉLOTTE	4,3795	4,3795		COMMUNE DE CORMOT-LE-GRAND	16/04/1969	SAINT ETIENNE 42	ZENNER Dominique	34, rue du Château d'Eau	45370	CLERY-SAINT-ANDRE
CORMOT-LE-GRAND	A	480	VERDELEAU	0,3490	0,3490	Christian	DEGUIN	212 101 950			Mairie	21340	CORMOT-LE-GRAND
CORMOT-LE-GRAND	A	483	VERDELEAU	0,7290	0,0727	Jean-Pierre	REGNIER	31/07/1950	AUTUN 71		9, rue de la Forêt	71360	EPINAC
VAUCHIGNON	C	374	LES CHETELOTS	0,3940	0,3940	Nadine	DUBOIS	26/07/1963	AUTUN 71		9, rue de la Forêt	71360	EPINAC
VAUCHIGNON	C	375	LES CHETELOTS	1,4630	1,4630	Jean-Pierre	MIGNOT	26/03/1958	LE CREUSOT 71	MORANT Nadine	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
VAUCHIGNON	C	376	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,2740	0,2740	Simonne	MORANT	06/05/1962	DIJON	MIGNOT Jean-Pierre	Hameau de la CHASSAGNE	21340	AUBIGNY-LA-RONCE
						Cyprien	ROY	24/04/1981	DIJON		LES ERABLES	21360	CRUGEY
							COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON
							MAURICE	15/04/1921	NOLAY	CHRETIEN Henri	9, rue de la République	21340	NOLAY

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée														Identité des propriétaires					Général	
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lien de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville							
VAUCHIGNON	C	377	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,0385	0,0385	Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE							
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		HLM TETE ROUSSE 1357, route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS							
						Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONNESSES							
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON			21340	CORMOT-LE-GRAND							
VAUCHIGNON	C	378	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1230	0,1230	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Hugue	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE							
						Hugue	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE							
VAUCHIGNON	C	379	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1260	0,1260	Marie	SAGETAT	19/08/1952	CORMOT LE GRAND	FORBAULT Guy	16, rue des Moulins	85580	SAINT-DENIS-DU-PAYRE							
						Marie-Claude	SAGETAT	17/11/1953	CORMOT LE GRAND		HLM TETE ROUSSE 1357, route des Contamines	74170	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS							
						Annie	SAGETAT	04/07/1959	VAUCHIGNON	DRZEWIECKI Patrick	124, rue Jean JAURES	95400	ARNOUVILLE-LES-GONNESSES							
						Martine	SAGETAT	29/09/1960	VAUCHIGNON			21340	CORMOT-LE-GRAND							
VAUCHIGNON	C	380 BND lot 1	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1290	0,1290	Robert	SIMON	06/07/1922	NOLAY	PARMELAND	8, rue Alice POULLEAU	21340	NOLAY							
VAUCHIGNON	C	380 BND lot 2	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1290	0,1290	Marguerite	SAINT-ANDRE	18/03/1926	MAGNIEN	TRUCHOT Marcel		21340	VAUCHIGNON							
VAUCHIGNON	C	380 BND lot 2	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1290	0,1290	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON							
VAUCHIGNON	C	380 BND lot 2	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1290	0,1290	Christian	TRUCHOT	29/10/1953	ARNAY LE DUC	GERARD Béatrice	1, rue du Haut	21190	VOLNAY							
VAUCHIGNON	C	381	SOUS LE VAL SAINT MARTIN	0,1250	0,1250	Andrée	RENARD	30/04/1932	LE CREUSOT 71	CLEMENT Bernard	6, rue PRUDHON	71200	LE CREUSOT							
VAUCHIGNON	C	382	LE CUL DE PRE	0,1560	0,1404		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON							

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée														Identité des propriétaires						Général	
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville								
VAUCHIGNON	C	383	LE CUL DE PRE	0,1035	0,1035	Antoinette	SAINTE				SUR CIREY	21340	NOLAY								
						Henry	AMERFORT				SUR CIREY	21340	NOLAY								
VAUCHIGNON	C	384	LE CUL DE PRE	0,1035	0,1035	Paul	MARLAUD	03/05/1920	DIJON	POCHERON Denise	Le Village	21340	VAUCHIGNON								
VAUCHIGNON	C	385	LE CUL DE PRE	0,3905	0,3882	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON								
VAUCHIGNON	C	386	LE CUL DE PRE	0,0184	0,0184	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON								
VAUCHIGNON	C	387	LE CUL DE PRE	0,0300	0,0300	Pierre	CHEVALIER	16/12/1942	NEUILLY-SUR-SEINE 92		5, rue des Bruyères	92600	ASNIERES								
VAUCHIGNON	C	388	LE CUL DE PRE	0,1566	0,1566	Marie-Jeanne	TROPET	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON								
VAUCHIGNON	C	389	LE CUL DE PRE	0,0004	0,0004		COMMUNE DE NOLAY	212 101 616			MAIRIE Place de L'Hôtel de Ville	21340	NOLAY								
VAUCHIGNON	C	390	LE CUL DE PRE	0,1570	0,1498	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON								
VAUCHIGNON	C	391	LE CUL DE PRE	0,1200	0,0970		COMMUNE DE NOLAY	212 101 616			MAIRIE Place de L'Hôtel de Ville	21340	NOLAY								
VAUCHIGNON	C	392	LE CUL DE PRE	0,0947	0,0947	Michel	BOISSON	15/10/1928	CORMOT LE GRAND	JOLY Jeannine	Grand CORMOT	21340	CORMOT-LE-GRAND								
VAUCHIGNON	C	393	LE CUL DE PRE	0,0710	0,0710	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Hugnette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE								
						hugnette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE								
VAUCHIGNON	C	394	LE CUL DE PRE	0,0965	0,0965	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Hugnette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE								
						hugnette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	HERRIOT	21300	CHENOVE								
VAUCHIGNON	C	395	LE CUL DE PRE	0,1320	0,1320		SCI LA CUSANNE	443 304 241			Chez Madame MARLAUD Evelynne Les Etroits	21340	VAUCHIGNON								

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Général

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires							
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville
VAUCHIGNON	C	423	EN LA BAUELLE	0,0300	0,0300	Françoise	BOUSSARD	11/03/1950	VAUCHIGNON		Le Village 13 avenue Général DE GAULLE	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	424	EN LA BAUELLE	0,0240	0,0240	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Huguette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	C	427	EN LA BAUELLE	0,1170	0,1170	René	GALLAND	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	C	428	EN LA BAUELLE	0,0409	0,0409	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Huguette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	C	432	EN LA BAUELLE	0,1118	0,1118	Joël	TRUCHOT	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	C	433	EN LA BAUELLE	0,0620	0,0620	Marie-Jeanne	TROPET	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Huguette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	C	434	LA GUJONNE	0,1210	0,1210	Myriam	MAUPOIL	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE
VAUCHIGNON	C	435	LA GUJONNE	0,1210	0,1210	Florence	MAUPOIL	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	436	LA GUJONNE	0,2010	0,2010	Joël	TRUCHOT	02/12/1948	VAUCHIGNON	BRANDT Daniel	Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	437	LA GUJONNE	0,3000	0,3000	Joël	TRUCHOT	14/10/1961	CORMOT LE GRAND		7, avenue Jean JAURES	21000	DIJON
VAUCHIGNON	C	438	SUR CHAUMOT	1,0322	1,0322	Joël	TRUCHOT	13/07/1963	CORMOT LE GRAND	AUBRUN Michel	7, rue des Fontaines	39700	CHATENOIS
VAUCHIGNON	C	439	SUR CHAUMOT	0,3360	0,3360	Joël	TRUCHOT	17/09/1925	NOLAY	GUENIN	Marc GUENIN 134, route de NANTUA	01250	CEYZERIAT
VAUCHIGNON	C	436	LA GUJONNE	0,2010	0,2010	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	437	LA GUJONNE	0,3000	0,3000	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	438	SUR CHAUMOT	1,0322	1,0322		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON
VAUCHIGNON	C	439	SUR CHAUMOT	0,3360	0,3360	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON

Installation des périmètres de protection des captages en eau potable de la commune de NOLAY: (21 340), source dite de « CUL DE PRE » sur VAUCHIGNON et CORMOT-LE-GRAND:

ETAT PARCELLAIRE.

CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
Service de la Politique de l' Eau
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement
Pôle Interdirectionnel Infrastructures
et Aménagement Durable du Territoire



Périmètre de protection rapprochée

Parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée						Identité des propriétaires								Général
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface totale en ha	Surface grevée de servitudes en ha	Prénom	Nom ou organisme	Date de naissance ou SIREN	Lieu de naissance	Epoux épouse (e) de	Adresse	Code Postal	Ville	
VAUCHIGNON	C	440	SUR CHAUMOT	0,0440	0,0440	Gaston	COLARD			CHEVALER	37, rue des Tannerie	52000	CHAUMONT	
VAUCHIGNON	C	441	SUR CHAUMOT	0,0580	0,0580		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON	
VAUCHIGNON	C	442	SUR CHAUMOT	0,0450	0,0450	Andrée	RENARD	30/04/1932	LE CREUSOT 71	CLEMENT Bernard	6, rue PRUDHON	71200	LE CREUSOT	
VAUCHIGNON	C	443	SUR CHAUMOT	0,1030	0,1030		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON	
VAUCHIGNON	C	444	SUR CHAUMOT	0,0400	0,0400	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON	
VAUCHIGNON	C	445	SUR CHAUMOT	0,0430	0,0430	Joël	TRUCHOT	06/10/1958	ARNAY LE DUC		Le Village	21340	VAUCHIGNON	
VAUCHIGNON	C	446	SUR CHAUMOT	0,0820	0,0820	Etienne	SAUERON			BALLEREAU	17, Bd Saint Jacques	21200	BEAUNE	
VAUCHIGNON	C	447	SUR CHAUMOT	0,2170	0,2170	René	GALLAND	03/03/1925	POUILLY 58	JOLY Huguette	23, rue Edouard HERRIOT	21300	CHENOVE	
						Huguette	JOLY	23/05/1931	LONGVIC	GALLAND René	HERRIOT	21300	CHENOVE	
VAUCHIGNON	C	448	SUR CHAUMOT	3,8580	3,8580		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON	
VAUCHIGNON	C	452	SUR CHAUMOT	0,9870	0,9870		COMMUNE DE VAUCHIGNON	212 106 587			MAIRIE	21340	VAUCHIGNON	